GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1875 — ROMA — MERCOLEDI' 10 MARZO — NUM. 57

ASSOCIAZIONI

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA . . . . . . L.	11	21	40
	Per tutto il Regno „	13	25	48
Giornale senza Rendiconti	ROMA . . . . . . L.	9	17	32
	Per tutto il Regno „	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 15; per tutto il Regno cent. 20. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI

Annunzi giudiziari, cent. 25; ogni altro avviso cent. 30, *per ogni linea di colonna o spazio di linea.*

Avvertenze. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia **EREDI BOTTA**: in Roma, via dei Lucchesi, n° 4; in Torino, via delle Orfane, n° 7. — Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Ufizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, Ministero dell'Interno.

PARTE UFFICIALE

PARLAMENTO NAZIONALE

Senato del Regno

Il Senato continuò ieri la discussione del progetto di legge per l'approvazione ed attuazione del Codice del Regno d'Italia.

Sull'articolo 153, che era stato rinviato alla Commissione, e sull'intero titolo II, lib. II, concernente i reati contro la religione e contro il libero esercizio del culto, discorsero i senatori Cannizzaro, Amari, Pescatore, Borgatti e Vitelleschi, il Ministro di Grazia e Giustizia ed il relatore della Commissione, senatore Borsani. Dopodichè l'articolo 153 e l'intero titolo vennero di nuovo rinviati alla Commissione.

Furono poi approvati, con taluni emendamenti e modificazioni, gli articoli 159-165, 165bis, 166-201. Nel corso della discussione di questi articoli ebbero la parola i senatori Pescatore, Miraglia, Pantaleoni, Gadda e Vitelleschi, il Ministro di Grazia e Giustizia, il R. commissario, senatore Eula, ed il relatore della Commissione.

Camera dei Deputati

Nella tornata di ieri, dopo di avere convalidata l'elezione del Collegio di Prizzi, stata riconosciuta regolare, e preso atto della demissione data dal signor Pietro Bastogi, deputato del 1° Collegio di Livorno, la Camera continuò a trattare del bilancio di prima previsione pel 1875 del Ministero dei Lavori Pubblici, approvandone altri trentadue capitoli. Presero parte alla discussione i deputati Consiglio, Di Cassibile, Torina, Carnazza, Miceli, Morelli Salvatore, Di Masino, Lazzaro, Di Sambuy, Friscia, Florena, Comin, Nelli, Asproni, La Porta, Di Rudinì, Larussa, Sulis, Perroni-Paladini, De Zerbi, Nicotera, Salaris, Merizzi, il relatore Lacava e il Ministro dei Lavori Pubblici.

Venne annunziata una interrogazione del deputato La Porta al Ministro dell'Interno sopra alcuni fatti accaduti in Grotte, provincia di Girgenti.

LEGGI E DECRETI

Il Num. **2356** *(Serie 2a) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro, Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto appresso:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla convenzione di estradizione fra l'Italia ed il Belgio firmata a Roma il 15 gennaio 1875 e le cui ratifiche vennero ivi scambiate il 25 febbraio successivo.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 febbraio 1875.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una convenzione per la estradizione dei malfattori essendo stata conchiusa tra l'Italia ed il Belgio, e dai rispettivi plenipotenziari sottoscritta in Roma addì 15 di gennaio del corrente anno milleottocentosettantacinque.

Convenzione del tenore seguente:

Convention d'extradition entre l'Italie et la Belgique.

Sa Majesté le Roi d'Italie et *Sa Majesté le Roi des Belges*, désirant assurer la répression des crimes et délits soumis à la juridiction de leurs tribunaux respectifs et dont les auteurs ou complices voudraient se soustraire à la rigueur des lois, en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu de conclure une convention d'extradition et ont nommé à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Monsieur le chevalier Emile Visconti-Venosta Grand Cordon de ses Ordres des SS. Maurice et Lazare et de la Couronne d'Italie, Grand Cordon de l'Ordre de Léopold de Belgique, etc., etc.,

Sa Majesté le Roi des Belges,

Monsieur Auguste Van Loo, officier de son Ordre de Léopold, Gran Cordon des Ordres de l'Etoile Polaire de Suède et du Danébrog, chevalier de 3me classe de la Couronne de fer d'Autriche, etc., etc.,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les Gouvernements belge et italien s'engagent à se livrer réciproquement les individus poursuivis, mis en prévention ou en accusation, ou condamnés, comme auteurs ou complices, pour l'un des crimes ou délits indiqués ci-après à l'article 2, commis sur le territoire de l'un des deux Etats contractants, qui se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre.

Néanmoins, lorsque le crime ou délit donnant lieu à l'extradition aura été commis hors du territoire de la partie requérante, il pourra être donné suite à la demande lorsque la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Art. 2. Ces crimes et délits sont:

1° Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre.

2° Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte absolue de l'usage d'un organe, une mutilation grave ou la morte sans l'intention de la donner;

3° Bigamie, enlèvement de mineurs, viol, avortement, attentat à la pudeur commis avec violence; attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de quatorze ans; attentat aux mœurs, en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe;

4° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant, exposition ou delaissement d'enfant;

5° Incendie;

6° Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques;

7° Destruction de documents ou autres papiers publics;

8° Association de malfaiteurs; vols;

9° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés punissable de la peine de mort, des travaux forcés ou de la réclusion;

10. Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers;

11. Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée; contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés, contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, à l'exception de ceux de particuliers ou de négociants; usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques;

12. Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes;

13. Faux serment;

14. Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics, corruption de fonctionnaires publics;

15. Banqueroute frauduleuse et frodes commises dans les faillites;

16. Escroquerie, abus de confiance et tromperie;

17. Abandon par le capitaine, hors le cas prévus par la loi des deux pays, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche;

18. Echouement, perte, destruction par le capitaine ou les officiers ou gens de l'équipage, détournement par le capitaine d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche, jet ou destruction sans nécessité de tout ou partie du chargement, des vivres et des effets du bord; fausse route, emprunt sans nécessité sur le corps, ravitaillement ou équipement du navire, ou mise en gage ou vente des marchandises ou victuailles, ou emploi dans les comptes d'avaries ou de dépenses supposées; vente du navire sans pouvoir spécial, hors le cas d'innavigabilité; déchargement de marchandises sans rapport préalable, hors le cas de péril imminent; vol commis à bord; altération de vivres et de marchandises, commise à bord par le mélange de substances malfaisantes; attaque ou résistance avec violence et voies de fait envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage; réfus d'obéir aux ordres du capitaine ou officiers de bord pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures, complot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine; prise du navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine;

19. Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

L'extradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative de ces crimes ou délits, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques. L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi au condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable crime ou délit.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou condamné pour aucun des crimes ou délits antérieurs à l'extradition qui ne sont pas prévus dans la présente convention, ou qui n'ont pas formé l'objet de la demande, à moins qu'après avoir été puni ou acquitté du chef du crime ou délit qui a donné lieu à l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays avant un délai d'un mois ou bien qu'il n'y vienne de nouveau.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu, si depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5. Dans aucun cas, et pour aucun motif, les hautes Parties contractantes ne pourront être tenues à se livrer leurs nationaux, sauf les poursuites à exercer contre eux dans leur pays, conformément aux lois en vigueur.

Art. 6. Si l'individu poursuivi, ou mis en prévention, ou accusé, ou condamné, n'est ni belge ni italien, ou si le crime ou délit a été commis hors du territoire des Parties contractantes, par un individu qui n'appartient pas à l'Etat auquel l'extradition est demandée, le gouvernement pourra informer de cette demande, au premier cas, le gouvernement auquel appartient l'individu réclamé, au second cas, le gouvernement sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis et si un de ces gouvernements réclame, à son tour, le même individu pour le faire juger par ses tribunaux, le gouvernement auquel la demande d'extradition a été adressée, pourra, à son choix, le livrer à l'un ou à l'autre gouvernement.

Si l'individu réclamé par une des Parties contractantes est ré-

clamé en même temps par un autre ou plusieurs autres gouvernements, il pourra être livré au gouvernement qui demande l'extradition du chef du crime ou délit le plus grave, et dans le cas où tous ces crimes ou délits seraient de la même gravité, l'individu en question pourra être livré au gouvernement dont la demande aura une date plus ancienne.

Art. 7. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu' à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 8. L'extradition sera accordée lors même que le condamné, l'accusé ou le prévenu viendrait par ce fait à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faires valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

L'extradition sera accordée sur la production, soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la Chambre du Conseil ou de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation, ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Elle sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, délivré par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Les actes ci-dessus indiqués seront délivrés en original ou en expédition authentique dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement qui réclame l'extradition et accompagnés d'une copie du texte de loi applicable et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé, ou de toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 10. En cas d'urgence l'étranger sera arrêté provisoirement, pur l'un des faits énumérés dans l'article 2, sur avis donné par la voie diplomatique au Ministre des affaires étrangères et indiquant l'existance de l'un des documents mentionnés à l'article 9.

L'arrestation sera facultative si la demande est directement parvenue à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux Etats, mais cette autorité devra procéder sans délai à tous interrogatoires et investigations de nature à vérifier l'identité ou les preuves du fait incriminé, et si quelque difficulté se présente, rendre compte au Ministre des affaires étrangères des motifs qui l'auraient engagé à surseoir à l'arrestation réclamée.

Dans tous les cas, l'étranger sera mis en liberté, si, dans le délai de trois semaines après son arrestation, il ne reçoit communication de l'un des documents dont il s'agit.

L'arrestation aura lieu selon les formes et suivant les règles prescrites par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 11. Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est demandée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toutes pièces de conviction seront livrés à l'Etat réclamant si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du prévenu.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de même nature qu' il aurait cachés ou déposés dans le pays où il se serait réfugié et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservé les droits des tiers sur les objet mentionnés qui doivent leur être rendus sans frais, dès que le procès criminel ou correctionnel sera terminé.

Art. 12. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans la limite de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des Etats intermédiaires seront à la charge de l'Etat réclamant.

Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port de l'Etat requis que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 13. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants d'un individu n'appartenant pas au pays de transit sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon les cas, dans l'art. 9 ci dessus, pourvu que le fait, servant de base à l'extradition , soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les dispositions des articles 3 et 4.

Art. 14. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale, non politique, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, une Commission rogatoire sera envoyée a cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Les Commissions rogatoires emanées de l'autorité compétente étrangère et tendant à faire opérer, soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'art. 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'art. 11.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la Commission rogatoire, dans les cas même où il s'agirait d'expertise pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entrainé plus d'une vacation.

Art. 15. En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un belge ou à un italien paraîtra nécessaire au Gouvernement belge et réciproquement, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à personne à la requête du Ministère public du lieu de la résidence par les soins d'un officier compétent et l'original constatant la notification, revêtu du visa, sera renvoyé par la même voie au Gouvernement requérant, sans restitution des frais.

Art. 16. Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, dans ce cas, des frais de voyage e de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et réglements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu. Les personnes résidant en Belgique ou en Italie, appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, ne pourront être poursuivies ni détenues pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objet du procès où elles figureront comme témoins.

Lorsque dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par voie diplomatique et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les Gouvernements contractants renoncent à toute réclamation des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 17. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, aussi sans restitution de frais, les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèces, qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par voie diplomatique du jugement prononcé et devenu définitif, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné pour être déposé au greffe du tribunal compétent.

Chacun des deux Gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités respectives.

Art. 18. La présente convention, qui remplace celle du 15 avril 1869 et les déclarations du 23 juin 1870 et du 6 novembre 1874, ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle est conclue pour cinq ans à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucun des deux Gouvernements n'aurait notifié, six mois avant la fin de la dite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq en cinq ans.

Art. 19. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Rome dans l'espace de six semaines ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les deux Plénipotentiaires l'ont signée en double original et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait en double original à Rome, le 15 janvier 1875.

(L. S.) VISCONTI-VENOSTA. *(L. S.)* A. VAN LOO.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date in Roma addì quattordici del mese di febbraio, l'anno del Signore milleottocentosettantacinque, vigesimosettimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI-VENOSTA.

NOMINE E PROMOZIONI

S. M., *sulla proposta del Ministro della Guerra, ha fatte le seguenti disposizioni:*

Con R. decreto 20 dicembre 1874 il tenente commissario Vacchiano Francesco fu collocato in aspettativa per infermità.

Con R. decreto 28 gennaio 1875 il capitano commissario Galleani Pietro fu collocato in aspettativa per riduzione di corpo.

Con R. decreto 31 gennaio 1875 lo scrivano del soppresso corpo d'Intendenza militare, in aspettativa per infermità, Brambilla Giuseppe fu richiamato in effettivo servizio.

Con R. decreto 4 marzo 1875 il tenente commissario in aspettativa per infermità Moi Michele è richiamato in effettivo servizio.

Disposizioni *fatte nel personale giudiziario:*

Con R. decreto 11 febbraio 1875:

Contri Federico, già applicato del Ministero di Grazia e Giustizia dell'Emilia, in disponibilità, collocato a riposo dietro sua domanda.

Con RR. decreti 21 febbraio 1875:

Serao Pasquale, già uffiziale nella Delegazione del R. *Exequatur* in Napoli, in disponibilità, collocato a riposo dietro sua domanda;

Porro cav. Massimiliano, sostituto procuratore del Re al tribunale civile e correzionale di Milano, nominato caposezione di 2ª cl. nel Ministero di Grazia, Giustizia e Culti.

Con R. decreto 28 febbraio 1875:

Scillamà avv. Benedetto, sottosegretario di 3ª classe nel Ministero di Grazia, Giustizia e Culti, promosso alla 2ª classe.

Disposizioni *fatte nel personale giudiziario:*

Con RR. decreti 31 gennaio 1875:

Venturini Amilcare, pretore del mandamento di Pievepelago, promosso alla 1ª categoria;
Pollo Camillo, id. del mandamento di Vercelli, id. id.;
Concas Celestino, id. del mandamento di Sassari Ponente, id. id.;
Orsi Francesco, id. del mandamento di Scopa, id. id.;
Lanero Giovanni, id. del mandamento di Rivalta Bormida, id. alla 2ª categoria;
Bottigella Giuseppe, id. del mandamento di Spigno, id. id.;
Castelli Dionigi, id. del 6° mandamento di Milano, id. id.;
Bruni Gustavo, id. del mandamento di Caselli, id. id.;
Calderara Giovanni, id. del mandamento di Erba, id. id.;
Loi Battista, id. del mandamento di Sanluri, id. id.;
Ciceri Giovanni, id. del mand. di Gravedona, id. alla 1ª ca eg.;
Ondei Giuseppe, id. del mandamento di Zogno, id. id.;
Negri Giovanni Battista, id. del 1° mandamento di Como, id. id.;
Boschetti Francesco, id. del mandamento di Castiglione delle Stiviere, id. alla 2ª categoria;
Vigorè Giovanni, id. del mandamento di Somma, id. id.;
Crippa Giunia Bruto Giuseppe, id. del 5° mand. di Milano, id. id.;
Ragazzi Martino, id. del mandamento di Soresina, id. id.;
Ricci Federico, id. del mand. di Mirandola, id. alla 1ª categoria;
Obici Cleto, id. del mandamento di Montese, id. id.;
Allegri Vittorio, id. del mand. di S. Giorgio in Piano, id. id.;
Salvatori Tito, id. del mandamento di Saludecio, id. id.;
Bini Luigi, id. del mandamento di Montefalco, id. id.;
Massajoli Francesco, id. del mandamento di Filottrano, id. alla 2ª categoria;
Marchetti Lodovico, id. del mandamento di Pergola, id. id.;
Bellini Biagio, id. del mandamento di Pennabilli, id. id.;
Tiranti Gaetano, id. del mandamento di Noceto, id. id.;
Pucci Pietro, id. del mandamento di S. Elpidio a Mare, id. id.;
Mercuri Girio, id. del mandamento di Ortona, id. id.;
Nanni Seta Giuseppe, id. del mandamento di San Benedetto del Tronto, id. id.;
Rosati Augusto, id. del mandamento di Spoleto, id. id.;
Moggi Antonio, id. del mandamento di Copparo, id. id.;
Alberghini Ermenegildo, id. del mandamento di Sestola, id. id.;
Spediaci Giulio, id. del 2° mand. di Livorno, id. alla 1ª categoria;
Sardi Gervasio, id. del mandamento di Lucca, città, id. id.;
Lambertenghi Luigi, id. del mandamento di Menaggio, id. alla 2ª categoria;
Calcarami Giulio, id. del mandamento di Mammola, id. id.;
Sbavaglia Pietro, id. del mandamento di Martina Franca, id. id.;
Scarpetta Ferdinando, id. del mandamento di Fasano, id. alla 1ª categoria;

Dragonetti Giovanni, id. del mandamento di Rossano, id. id.;
Izaria Tobia, id. del mandamento di S. Chirico Raparo, id. id.;
Orlandi Francesco, id. del mandamento di Castellammare di Stabia, id. id.;
Petrignani Giuseppe, id. del mandamento di Taranto, id. id.;
Viglione Ernesto, id. del mand. di Larino, id. alla 2ª categoria;
L'Occaso Dionisio, id. del mandamento di Rogliano, id. id.;
Maselli Domenicangelo, id. del mandamento di Riccia, id. id.;
Liberatore Giuseppe, id. del mand. di Gagliano del Capo, id. id.;
Bruni Decio, id. del mandamento di Lagonegro, id. id.;
Monticelli Alessandro, id. del mandamento di San Giorgio Sotto Taranto, id. id.;
Tassone Giuseppe, id. del mand. di Chiaravalle Centrale, id. id.;
Scodalupi Domenico, id. del mand. di Canneto di Bari, id. id.;
Pecorella Giovanni Battista, id. del mandamento di Gibellina, id. alla 1ª categoria;
Vinciguerra Paolo, id. del mandamento di Alì, id. id.;
Riccioli Salvatore, id. del mandamento di Nicosia, id. id.;
Micale Ireneo Enrico, id. del mandamento di Racalmuto, id. id.;
Scola Carlo, id. del mandamento di S. Angelo Lodigiano, id. alla 2ª categoria;
Ghirardini Giuseppe, id. del mandamento di Asola, id. id.;
Bonazzi Giacomo, id. del mandamento di Morbegno, id. id.;
Gatti Zaccaria, id. del mandamento di Adro, id. id.;
Dolci Celestino, id. del mandamento di Sarnico, id. id,;
Margiotta Tommaso, id. del mandamento di Vasto, id. id.;
Mastropasqua Giovanni, id. del mandamento di Minervino delle Murge, id. id.;
Morsoletto Alessandro, id. del mandamento di Valstagna, id. alla 1ª categoria;
Cucovaz Giacomo, id. del mand. di Tarcento, id. alla 2ª categoria;
Dal Fabbro Antonio, id. del mandamento di Tolmezzo, id. id.;
Pompa Luigi, id. del mand. di Bagnorea, id. alla 1ª categoria;
Pinti Luigi, id. del mand. di Soriano, id. alla 2ª categoria;
Gerosa Alessandro, id. del mandamento di Sondrio, id. id.

Con RR. decreti 18 febbraio 1875:

Ferranti Medardo, pretore del mandamento di Budrio, tramutato al 1° mandamento di Bologna;
Santoni Pietro, id. del 2° mandamento di Ferrara, id. al 3° id.;
Ricci Federico, id. del mandamento di Mirandola, id. al 2° di Ferrara;
Stanzani Daniele, id. del mandamento di Cento, id. di Mirandola;
Obici Cleto, id del mandamento di Mantese, id. di Forlì;
Persiani Domenico, id. del mand. di Catanzaro, id. di Cosenza;
Nigro Antonio, id. del mand. di Cotrone, id. di Catanzaro;
Carlomagno Angelo, id. del mandamento di S. Marco Argentano, id. di Cotrone;
Leotta Giovanni, id. del mandamento di Badolato, id. di Savelli;
Fabiani Vito, id. del mandamento di Flumeri, id. di Accadia;
Cassio Latino, già pretore del mandamento di Narni, sospeso dall'esercizio delle sue funzioni, richiamato in attività di servizio nel mandamento di Pescocostanzo;
Coceani Gio. Battista, pretore del mandamento di Rose, tramutato al mandamento di Mulazzo;
Vannini Gio. Battista, conciliatore nel comune di Reggio, campagna, nominato vicepretore al mandamento di Calice al Cornoviglio, nel quale reggerà l'ufficio durante la mancanza del titolare.

Con RR. decreti 21 febbraio 1875:

Albertelli Antonio, nominato vicepretore nel mandamento di Corniglio;
Cantù Alberto, id. di Villalvernia;
Sticca Vittorio, id. di Castelnuovo d'Asti;
Pagliai Temistocle, id. al 2° mandamento di Arezzo;
Vitaliani Marzio, id. di Salò;
Morati Odoardo, pretore del mandamento di Barbianello, tramutato al mandamento di Lonato;
Riccardi Michele, id. del mandamento di Oria, id. di Santeramo;
Sciliani Nicola, id. del mandamento di Ortonovo, id. di Cassano delle Murgie.

ORDINANZA DI SANITÀ MARITTIMA N. 1

Il Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno,

Risultando da notizie ufficiali essersi manifestata fra gli animali bovini dell'isola di Malta una malattia estremamente infettiva e di natura micidiale, avente i caratteri del tifo bovino,

Decreta:

È vietata la introduzione nel territorio del Regno degli animali bovini ed ovini, e in generale di tutti i ruminanti, delle pelli fresche e secche non conciate, della lana sucida, delle corna, delle unghie, ossa ed altri avanzi freschi e secchi di detti animali provenienti dall'isola di Malta ed originari della medesima.

Dato a Roma, il 9 marzo 1875.

Il Ministro: G. CANTELLI.

DIREZIONE GENERALE DELLE POSTE

Avviso.

Gli itinerari ed orari dei piroscafi adibiti alla navigazione dell'America del Sud, esercitata dalla Società G. B. Lavarello e C. di Genova, saranno col 1° p. v. maggio regolati come in appresso:

Andata:

Partenza da Genova il 1° di cadun mese;
Partenza da Cadice il 5 di cadun mese;
Partenza da Montevideo il 25 di cadun mese;
Arrivo a Buenos-Ayres il 26 di cadun mese.

Ritorno:

Partenza da Buenos-Ayres il 5 di cadun mese;
Partenza da Montevideo il 6 di cadun mese;
Partenza da Rio-Janeiro il 12 di cadun mese;
Partenza da Gibilterra il 28 di cadun mese;
Arrivo a Genova il 3 di cadun mese.

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO

DIREZIONE COMPARTIMENTALE DI VENEZIA

Avviso di concorso.

È aperto il concorso a tutto il dì 20 marzo 1875 alla nomina di ricevitore del lotto al Banco n. 174 nel comune di Pizzighettone, prov. di Cremona, con l'aggio lordo medio annuale di lire 702 41.

Gli aspiranti alla detta nomina faranno pervenire a questa Direzione l'occorrente istanza in carta da bollo corredata dai documenti comprovanti i requisiti voluti dall'art. 13 del regolamento approvato col R. decreto 24 giugno 1870, n. 5736, nonchè i titoli accennati nel successivo art. 136, modificato col Regio decreto 5 marzo 1874, n. 1843, qualora ne fossero provvisti.

Nell'istanza sarà dichiarato di uniformarsi alle condizioni tutte prescritte dal mentovato regolamento sul lotto.

Addì 26 febbraio 1875.

Il Direttore Compartimentale
MARINUZZI.

R. ISTITUTO DI STUDI SUPERIORI IN FIRENZE

Sezione di medicina e chirurgia

Gli esami di concorso al posto d'aiuto dissettore alla cattedra d'anatomia topografica avranno principio presso questa sezione

il giorno 26 marzo andante a ore 8 ant., colle regole prescritte dal relativo programma, pubblicato sotto dì 21 settembre 1874.

Firenze, li 8 marzo 1875.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Nella Camera inglese dei comuni il signor Hunt propose che venisse stanziata la somma di 98,620 lire sterline per la prossima spedizione inglese al polo Nord. Cominciò dal fare una rapida esposizione dei fatti e informazioni che condussero il governo a prendere in considerazione, e finalmente a decidere questa impresa della quale, principale oggetto, disse l'oratore, è quello di scoprire, se è possibile, il vero polo magnetico; e lesse vari estratti di relazioni scientifiche, e altre, dalle quali si deve argomentare che, nello stato attuale delle nostre cognizioni relative ai viaggi pel polo artico, questi abbiano a riuscire meno pericolosi che per lo passato.

L'oratore soggiunse, essere conveniente che la spedizione salpi nel prossimo maggio e che passi per la baia di Baffin e per lo stretto di Smith. La regia nave *Alert* e una nave pescherеccia (alla quale si è dato il nome di *Discovery*) furono destinate a questo viaggio sotto la direzione di sir L. M'Clintock; e si convenne che, mentre l'*Alert* si avanzerà, la *Discovery* dovrà rimanere sotto il grado 82° di latitudine settentrionale per servire come di deposito e, all'uopo, di riscatto. Se le navi non ritorneranno nel tempo in cui il loro ritorno è aspettato, si spedirà un terzo bastimento nell'anno 1877 a fine di vettovagliare l'equipaggio, e, se sarà necessario, di rincondurli in patria.

Il signor Hunt ricordò con calde parole di riconoscenza i servigi che in questa circostanza furono resi dall'Austria, dalla Danimarca e dagli Stati Uniti.

Dopo alcune osservazioni dei signori Read, Collins, Goschen ed Egerton, tutti favorevoli alla mozione del signor Hunt, la Camera approvò il proposto sussidio.

Secondo le ultime notizie di Pesth, si calcola che il nuovo partito liberale, formato dai deakisti e dal centro sinistro, potrà disporre di trecento o anche trecentocinquanta voti. Il ministro Tisza intende, dicesi, di scegliere un deakista a segretario generale del suo ministero, la quale cosa farebbe buona impressione. I giornali, per la maggior parte, applaudono al risultato ottenutosi per la fusione delle due grandi frazioni parlamentari.

Alla camera ungarica dei deputati il signor Wenckheim, presidente dei ministri, espose i desiderii del governo relativamente ai lavori che il Parlamento deve ancora esaurire. Il signor Szell, ministro delle finanze, parlò sulla situazione del governo rispetto alle finanze.

Si annunzia pure da Buda-Pest che il partito liberale della Camera ungarica si è costituito, e prese in considerazione, approvandolo, il programma esposto dal presidente dei ministri sugli oggetti da trattarsi nella prossima sessione.

Gli studenti di matematica e di altre facoltà dell'Università di Pesth, nella sera di domenica 7 di questo mese, vollero festeggiare il nuovo partito governativo costituitosi sotto il titolo di *partito liberale*, mediante una serenata la quale riuscì splendida. 500 studenti con fiaccole ed una immensa quantità di persone fecero ad esso una grande ovazione innanzi all'edifizio del *club* che da quel partito s'intitola. Tutti i membri del ministero, meno il presidente, ammalato, si presentarono al poggiuolo, e Tisza ringraziò in nome dei colleghi, accentuando l'avvenuta unione dei partiti.

Si è sparsa la notizia di un prossimo viaggio di S. M. l'imperatore d'Austria-Ungheria nella Dalmazia. Questa notizia, secondo la corrispondenza e i giornali di Vienna, pare si confermi. Frattanto fu chiamato a Vienna il barone Rodich, generale d'artiglieria e luogotenente nella Dalmazia. Si dice che siano anche stati chiamati a Vienna i luogotenenti della Stiria e della Carniola, nelle cui città capoluoghi si fermerebbe l'imperatore nel suo viaggio.

I giornali fanno osservare che S. M. l'imperatore per la prima volta si recherebbe nella Dalmazia, dove andrebbe accompagnato dal principe ereditario.

Il *Journal des Débats* dimostra in un suo articolo che le difficoltà nella formazione del nuovo gabinetto non derivano altrimenti dalla sinistra, nè dal centro sinistro. La sinistra, sebbene abbia prestato il suo appoggio alla maggioranza, non ha pel momento alcuna pretesa all'onore o agli onori. Quanto al centro sinistro, basta rammentare le concessioni che esso ha fatte.

« Il centro sinistro avrebbe voluto che il ministero uscisse integralmente dalla maggioranza del 25 febbraio, ciò che sarebbe perfettamente conforme ai principii ed alle regole parlamentari. Ma gli si è detto che la minoranza anch'essa doveva essere rappresentata nel ministero E sia! Se un deputato della minoranza, dopo avere combattute le leggi costituzionali, dopo avere anzi votato contro le medesime, accetta il fatto compiuto e si inchina davanti alla volontà parlamentare, il centro sinistro non respinge il suo concorso.

« Il centro sinistro aveva domandato dapprima che il ministro il quale dovrà rappresentare la minoranza venisse scelto tra i deputati i quali nella seduta del 25 febbraio si astennero. Gli si richiese di fare un passo di più e il centro sinistro lo ha fatto. Consentì a che il rappresentante della minoranza nel gabinetto venisse scelto tra i deputati che votarono contro le leggi costituzionali. Sembra che queste concessioni potessero bastare.

« Dopo aver ceduto sopra tanti punti importanti, si concederà che il centro sinistro ha pur diritto di richiedere anch'esso qualche cosa.

« Esso fa notare che la vicepresidenza del Consiglio e, senza dubbio, anche la presidenza della Camera, apparterranno al centro destro. Non sarebbe egli giusto che a lui venisse conceduto il portafoglio dell'interno? Ecco la gran questione del momento. A chi apparterrà il portafoglio dell'interno; al centro destro o al centro sinistro?

« Il *Français* annunziò che il signor Buffet ed il maresciallo sono perfettamente risoluti di non cedere sopra questo punto, e che il ministero dell'interno rimarrà al centro destro, fuori di che, ogni accordo verrà rotto. Ebbene, soggiunge il centro sinistro, sia pure anche questo; ma chi ci proponete voi come ministro dell'interno? Non si propone nessuno. Bisogna che il centro sinistro offra egli medesimo il ministero

dell'interno al duca di Audiffret-Pasquier, al signor Bocher ad un altro uomo influente del centro destro. Ma neppure per questa via si riesce a conchiusione. Il duca di Audiffret-Pasquier preferisce la presidenza della Camera e si tiene sicuro di ottenerla. Il signor Bocher si reputa insufficiente al grave peso che si vuole imporgli. Il centro destro richiama e rivendica il portafoglio del ministero dell'interno, ma nessun uomo del centro destro medesimo lo vuole assumere.

" In verità, soggiunge il *Journal des Débats*, noi non comprendiamo affatto dove miri la politica del centro destro e quella del centro sinistro ci apparisce molto più semplice e chiara. In ogni caso ci sembra che nessuno possa esitare a riconoscere su chi ricada la responsabilità di una crisi tanto prolungata e spiacevole ".

La Commissione dell'Assemblea francese per la riorganizzazione dell'esercito ha fissati i termini della sua relazione supplementare intorno a certe modificazioni da introdursi nella legge dei quadri.

Queste modificazioni lasciano intatti i principii fondamentali della legge; i principii, cioè:

1° Della costituzione dei servizi e della mobilizzazione; 2° l'organizzazione del battaglione di fanteria a quattro compagnie attive; 3° la fissazione dell'effettivo medio nei corpi di truppe e la proibizione dei congedi semestrali fuorchè per gli ufficiali, sottufficiali e soldati che hanno rinnovata la ferma.

Le principali modificazioni introdotte dalla Commissione nel progetto quale esso venne adottato in seconda lettura, comprendono i seguenti punti: 1° Riduzione da 3 a 2 compagnie di deposito nei 144 reggimenti di fanteria; 2° Non creazione del quarto reggimento di bersaglieri algerini; 3° Elevazione da 124 a 140 della cifra dell'effettivo minimo in semplici soldati delle compagnie attive dei tre reggimenti di bersaglieri algerini; 4° Soppressione dei 38 capi-squadroni di artiglieria e pontonieri; 5° Riduzione da 3 a 1 delle compagnie di deposito di ciascuno dei quattro reggimenti del genio; 6° Soppressione degli aiutanti maggiori del genio.

Queste modificazioni proposte dalla Commissione produrranno una diminuzione di spesa di circa cinque milioni; per modo che le spese risultanti dalla nuova organizzazione saranno ridotte a 17 milioni e settecentomila franchi.

TELEGRAMMI
(AGENZIA STEFANI)

Figueras, 7. — I carlisti assicurano che in un combattimento avvenuto a Bagnolas le truppe alfonsiste perdettero 300 uomini, fra morti e feriti.

Sant Jean de Luz, 8. — I carlisti bombardano Orio. Loma parte con soccorsi.

Londra, 8. — Alla Camera dei lords fu ritirato il progetto tendente ad emendare la legge giudiziaria del 1873.

La Camera dei comuni respinse con 82 voti contro 61 la proposta di ridurre l'esercito.

Monaco, 8. — Alla Camera dei deputati il ministro della guerra presentò un progetto tendente a chiedere un credito suppletorio di 3 milioni 8[10 per i bisogni dell'esercito.

Il progetto che regola la situazione degli impiegati militari ebbe 76 voti in favore e 67 contro, quindi fu respinto, mancandovi i due terzi di voti.

Parigi, 9. — Nulla è ancora deciso circa la formazione del ministero.

Madrid, 8. — Il maresciallo Serrano si recò a visitare il re per offrirgli i suoi omaggi.

Parigi, 9. — Confermasi che Audiffret accetta il portafoglio dell'interno, colla condizione che Buffet faccia parte del gabinetto. Quindi la formazione del nuovo ministero, con Buffet, Decazes, Audiffret-Pasquier, Say, Wallon, Cissey, Montaignac e Caillaux, è oggi probabile.

Napoli, 9. — Stamane giunse la Commissione parlamentare dell'inchiesta per l'elezione di S. Giuseppe. Fu ricevuta alla stazione dalle autorità civili e militari e da molti cittadini. Un battaglione della guardia nazionale rese gli onori alla Commissione.

Berlino, 9. — L'imperatore è leggermente raffreddato ed è costretto a non uscire dalla camera.

Stocolma, 9. — Il Reichstag approvò il progetto tendente a pagare in contanti gli ufficiali e sottufficiali dello truppe accantonate. I beni e le entrate che servivano finora al pagamento delle truppe andranno a favore dello Stato. Questa votazione è considerata come un primo passo verso l'abolizione dell'Indelta (sistema d'accantonamento).

Parigi, 9. — Buffet ricusò di far parte del ministero, quindi il progetto di formare un gabinetto Buffet, Dufaure e Audiffret-Pasquier sembra abbandonato. Si studia un'altra combinazione.

Il gruppo Wallon aveva incaricato alcuni delegati a recarsi gli uni presso Mac-Mahon e gli altri presso Buffet per proporre una combinazione ministeriale con Buffet all'interno, Dufaure alla giustizia, Say alle finanze, Lavergne all'agricoltura e Wallon alla pubblica istruzione; ma, avendo Buffet risposto ai delegati che ricusava la combinazione proposta, gli altri delegati credettero inutile di recarsi presso Mac-Mahon.

Versailles, 9. — *Seduta dell'Assemblea Nazionale.* — Buffet ringrazia per la sua rielezione a presidente.

Il ministro della guerra presenta un articolo addizionale alla legge sul reclutamento, tendente ad abbreviare il termine per la mobilizzazione delle riserve.

Riprendesi quindi la discussione della legge sui quadri dell'esercito.

Approvasi un emendamento di Margaine, il quale stabilisce che ogni compagnia avrà un solo capitano, quindi l'art. 3° è rinviato alla Commissione.

La discussione continuerà domani.

Madrid, 8. — Mery partirà fra breve recando il Toson d'oro a Mac-Mahon e a Bismarck.

NOTIZIE DIVERSE

Beneficenza. — Nella *Gazzetta di Venezia* del 9 corrente si legge:

Il defunto cav. Tommaso Coronini, già ingegnere civile, ispettore in quiescenza del locale ufficio del genio civile, con testamento segreto 20 marzo 1872, pubblicato il 28 febbraio p. p., nominò erede residuario della metà della sua sostanza l'ospitale civile generale di Venezia, prelegando allo stesso la proprietà di metà di due capitali in obbligazioni di rendita dopo la morte delle rispettive legatarie.

Quarto centenario di Michelangiolo. — Leggiamo nella *Nazione* di Firenze del 10 corrente:

Il dì sei, giorno che segna il IV centenario di Michelangiolo, l'on. nostro sindaco riceveva i seguenti telegrammi, ai quali replicava immediatamente:

Da Zurigo:

« La Società italiana in Zurigo si è adunata per celebrare il IV centenario di Michelangiolo Buonarroti ».

Da Praga:

« All'illustrissimo podestà della città di Firenze.

« Gli artisti boemi uniti alla società *Dumelcka Beseda* per festeggiare il più grande artista non solo dell'Italia ma del mondo intero, l'immortale Michelangiolo, mandano i loro saluti alla città la quale ha l'onore di tenerlo per suo.

« STRAHTY PIUKAS. »

Da Vienna:

« Peruzzi, sindaco Firenze.

« La società degli studenti italiani in Vienna associasi agli onori resi nel quarto centenario in memoria del sommo Michelangiolo, poeta, artista e patriotta.

IL COMITATO DIRETTIVO. »

Da Vienna:

« L'Associazione artistica di Vienna vi manda saluti e felicitazioni per questo giorno. La fama di Michelangiolo, di questo grande figlio della vostra bella patria, durerà in tutti i tempi, e rimarrà un edificante esempio di ammirabili opere d'arte. Col suo nome l'onore d'Italia è stato portato in tutto il mondo. Per cui gloria sia a voi eredi del suo nome e della sua fama.

« LA DEPUTAZIONE. »

Da Brunswick:

« Il dottor Hermann, ultimo segretario del Club artistico di Brunswick, a nome dell'intero Club, nell'occasione del quattrocentesimo anniversario della nascita di Michelangiolo, invia saluti e congratulazioni alla città natale di lui per onorare il giorno della festa dell'immortale maestro dell'arte ».

Monumento a Goldoni. — La *Gazzetta di Venezia* del 9 reca il seguente manifesto del Comitato promotore pel monumento a Goldoni:

« La proposta di erigere in Venezia una statua a Goldoni troverà certo liete accoglienze presso quanti hanno il culto dell'arte e il sentimento di ciò che la patria deve ai suoi grandi. Carlo Goldoni è uno fra i pochi, la cui fama non solo ha superato vittoriosamente la prova del tempo, ma col tempo è cresciuta. Le sue opere non mettono rughe, e dopo un secolo e più esse brillano della eterna giovinezza del genio, e sono un modello insuperabile di quella pittura del vero, ch'è una nuova creazione.

« A lui, rinnovatore del teatro italiano, altre città innalzarono monumenti; non ancora la città ov'egli è nato, e di cui egli illustrò il dialetto e i costumi con le sue commedie immortali.

« Ricordare questa mancanza, sarà, noi speriamo, suscitare un desiderio universale e vivissimo che non si tardi a porvi riparo. Perchè non v'è nome più popolare di quello di Carlo Goldoni, nè gloria più generalmente riconosciuta della sua, e se tutti non possono apprezzare allo stesso modo il lustro ch'egli fece all'arte, tutti sentono di dovergli qualche cosa per le ore gioconde ch'egli ha loro procurato con l'inesauribile ingegno e col sorriso onesto e festevole.

« È perciò che noi facciamo appello ad ogni classe di persone, e riceveremo con animo grato ogni offerta: certi che le più modeste ci consentirebbero in breve di raggiungere il nostro intento, se ci fossero portate da tutti quelli che il Goldoni ha divertito e commosso ».

Sinistri marittimi. — Dalla Direzione del *Bureau Veritas* fu ultimamente pubblicata la lista dei 208 sinistri marittimi che si ebbero a deplorare nel decorso mese di gennaio 1875, cioè: navi *a vela* segnalate come perdute, 190, delle quali 100 erano inglesi, 20 francesi, 17 tedesche, 11 norvegesi, 9 americane, 6 danesi, 6 greche, 6 italiane, 4 austriache, 3 spagnuole, 3 russe, una olandese, una siamese, una svedese e due di bandiera sconosciuta. Fra queste 190 sono comprese 7 navi che si suppongono perdute perchè è un pezzo che non se ne hanno notizie. Navi *a vapore* supposte perdute, 18, vale a dire: 13 inglesi, una americana, una chiliana, una danese ed una portoghese. Anche fra questi 18 piroscafi ve ne ha uno che si suppone perduto perchè non se ne ebbero più notizie.

Una biblioteca incendiata. — Scrivono da Edimburgo il 3 marzo ai giornali di Londra:

La biblioteca dell'ordine degli avvocati è stata distrutta da un incendio, e più di mille volumi, che trattavano di geografia, di storia e di blasone, furono preda delle fiamme.

SCIENZE, LETTERE ED ARTI

VALFREDO* 34

STORIA PATRIOTTICA DI UNA FAMIGLIA

narrata da

BERTOLDO AUERBACH

Traduzione fatta col consenso dell'autore

CAPITOLO XIV.

Quando io rivolsi lo sguardo di sulla valle verso i monti, a un tratto ogni cosa mi si abbuiò davanti agli occhi, come io fossi colpito da una subitanea cecità; boschi, prati, case mi apparvero come tinti di sangue e immersi in un tetro crepuscolo vespertino.

Tenni assai lungo tempo chiusi gli occhi; e, quando li ebbi riaperti, rividi i prati e i boschi verdeggianti, e ogni cosa aveva ripigliato i suoi colori naturali.

Il torrente continua a scorrere, spumeggia e rumoreggia, e gorgoglia; come faceva ieri, così fa oggi.

Come è possibile che ogni cosa continui a vivere?... ed ella non è più!

Non dite: la natura consola. Essa, contro a un vero dolore, contro ad una perdita irreparabile nulla può.

Quando tu nel tuo gabinetto ti sei rammaricato deplorando la corruzione, la menzogna, la viltà degli uomini, potranno benissimo confortarti un fresco alito ed uno sguardo sui campi. Che cosa è la perversità della gente malvagia rimpetto alla grandezza dell'universo. A tua disposizione resta ancora quello che vi è di meglio nel mondo; fa soltanto che dell'animo tuo si impadronisca.

Ma quando ti fu divelta la moglie, oh! allora nè l'albero, nè il torrente, nè l'azzurro cielo, nè i fiori, nè il canto degli augelli possono giovarti; diventano cose che vivono a noi estranee; è un'altra vita; a che mi giova tutto ciò, quando ella non le gode più in compagnia di me?

La prima cosa che attrasse di nuovo la mia attenzione fu l'udire la voce della Filatrice, che diceva al suo Carlo:

— Perchè mai mi trovo io ancora qui? Ella era così buona, così necessaria, mentre io non sono che di peso a te e al mondo. Perchè adunque resto io qui? Quanto volontieri avrei fatto io in vece sua questo cammino!

E rimpetto alla casa stavano tutto all'intorno raccolti i poveri mettendo lamenti. Una vecchia donna piangendo esclamò:

— Il pane che ella a noi dava, doppiamente ci nudriva, perchè dato di buona voglia; era un pane benedetto.

Io sentiva che non vi era più forza di resistenza in me. Non posso dire che ciò mi atterrisse; solo mi avvedeva che le mie facoltà intellettuali venivano spegnendosi od erano assopite. A nulla io più poteva pensare; e così la vita passava macchinale, indifferente. Vi erano ancora i figli, e partecipavano al comun dolore, ma ciò non mi recava alcun conforto, solo la trista lettera di Ernesto mi commoveva.

Io non potea comprendere, come ciò che poco dianzi era vita, ora non fosse più che un pensiero, una rimembranza.

Quando alcuno saliva la scala, io non poteva a meno di pensare che ella ritornasse e mi dicesse:

— Non ho ancora potuto rassegnarmi a star fuori; devo ritornare a te; sei così solo. Bella e buona cosa i figli, ma noi due non possiamo stare divisi.

E poi, mi atterriva lo avvedermi quanto vagassero confusi e alterati i miei pensieri.

Camminando io per la strada, non mi pareva di essere una persona intiera, ma soltanto metà uomo.

Lei vivente, io mi trovava di essere ricco, perchè il meglio della vita io tenevo in casa.

Nessuno può immaginarsi quanto coraggio ella mi ingenerava nell'animo, quanta pienezza d'anima era la mia. Per lei e con lei io mi teneva elevato in una esistenza superiore.

Ma ora sono rimasto così affranto, così immiserito; tutta la mia proprietà intellettuale a nulla si è ridotta. Mi restano ancora i figli, ma essi hanno una esistenza isolata. Solo la mia moglie esisteva per me; ella era io stesso.

Quando alla mattina io mi destava, era per lo addietro una consolazione per me il pensare all'essere mio; ma ora io deggio ogni mattina imparare a comprendere la immensità della mia perdita. E non arrivo mai a ciò imparare.

Tramontato era il mio sole. Io ad ogni cosa voleva rimanere estraneo, perchè ogni cosa si inframmetteva tra lei e me, ed io voleva unicamente vivere nel pensiero di lei.

Io vedeva la sua lucerna, il suo tavolino, la sua macchina da cucire; tutto questo sopravvisse a lei, vi è ancora e ivi sta. L'oriuolo fermato da Martella non venne più rincordato. Solo l'altro oriuolo, nella camera da letto, batteva, uno solo.

Ora comprendo perchè gli antichi lasciava al defunto gli utensili da lavoro, e altri simili, che gli appartenevano.

Volsi uno sguardo fuori della finestra. I fanciulli del vicinato facevano il chiasso per la via; quel rumore mi fece male; mi ricorsero al pensiero le parole ch'ella mi disse un dì:

— Perchè ciò mi molesta? È forse altra cosa diversa il canto degli uccelli? I fanciulli sono come gli animali innocenti.

Nulla vi è, che lei non mi rammenti.

Potei stare per delle ore a mirare dalla finestra lo aggirarsi delle galline su e giù pel cortile; come correvano qua e là e beccavano; e come il gallo le chiamava.

In tal modo appunto un bambino mira il mondo, ch'egli per la prima volta osserva.

Io era come chi si ridesta nelle tenebre, e sogna cogli occhi aperti. Tutta la vita era nuova per me, enimmatica, maravigliosa... e io sono presso alla settantina.

Dopo alquante settimane, guardandomi allo specchio, mi fece sorpresa il dimagrato, sparuto viso di uomo invecchiato. E io era quell'uomo!

Andai nel villaggio vicino per dare allo scarpellino commissione di una lapide sepolcrale. Era notte quando io ritornava a casa. Ad un tratto ecco mettersi un temporale al disopra del monte.

Io, come fanno i bambini, veniva contando il numero dei lampi e dei tuoni. Contai fino a 32, quindi ancora fino a sette. Poscia cessai di contare.

Cammin facendo, io mirava le case... qui sta il tale e il tal altro; ivi potrei trovare ricetto da mettermi al coperto; ma cogli abiti così inzuppati d'acqua, che cosa avrei da fare in casa d'altri?

Continuai la mia strada tra le scabrosità dei sassi rotti e disuguali. Su di un ponticello mi toccò di passare l'acqua a guado.

Osservai che io camminava attraverso al nuvolo temporalesco.

— Bella cosa per me sarebbe — dissi — l'essere qui fulminato!

Ma subito dopo:

— E i miei figli! i miei figli!

Mi ricordo che questa esclamazione feci ad alta voce. Ma il tuono ha soffocato il mio grido.

I lampi si succedevano allora così rapidi che io ne rimasi accecato. Più nulla io vedeva. Chiusi gli occhi, e mi tenni appoggiato ad una roccia che fiancheggiava la strada.

Il tuono non aveva ancora mugghiato in quel modo; i fulmini non avevano ancora lampeggiato in tal modo senza interruzione.

Io me ne stava immobile; volli aspettare e pensavo alle molte persone, che erano per avventura al pari di me esposte a questa burrasca.

In quell'istante mi venne da piangere; io non aveva ancora pianto dopo la morte di lei; ne ebbi sollievo. La gragnuola mi batteva sul viso umido di lagrime.

Giammai non ho provato, come in quell'ora, che cosa sia la vita, e che cosa sia la morte.

Odo chiamarmi per nome.

Ecco Rothfuss venire a me, gridando:

— Martella mi manda. Sia lodato Iddio! A casa vi aspetta un buon letto.

Accompagnato da Rothfuss giunsi a casa; e la scossa da me provata, e dalla quale molti danni io mi aspettava, operò in modo contrario; imperocchè ho potuto riposare fino al mezzogiorno; e, quando fui ridesto, mi sentiva ravvivato.

Qui fo punto, non posso andar oltre. Io doveva imparare a cominciare un'altra volta a vivere. Quando si è posta a giacere sotterra la creatura più amata, questa terra è diversa da quella di prima, e il passeggiarvi sopra è tutt'altra cosa. Spero di non emettere mai più verun lamento sulla mia personale esistenza.

Un primo conforto ebbi nella stanza delle antichità. Quivi trovansi le immagini di un altro mondo, silenziose, eterne. Nulla hanno di noi, eppur qualche cosa ci danno. Quivi, pur mancando il colorito della vita, la vita si mostra nella sua imperitura bellezza.

Rothfuss mi venne a dare una singolare consolazione dicendomi:

— Signore; pur deve in qualche parte del mondo esistere una donna quale ella fu.

— Perchè?

— Credo che finora Dio ha lasciato risplendere il sole appunto perchè ella qui vivea. Ed ora Iddio continua a fare risplendere il sole. Dunque devono esistere ancora altre a lei somiglianti.

Martella, all'opposto, dopo la morte di lei, non potea riconfortarsi.

— Io credo — diceva talora Martella — non esser vero ch'ella sia morta; ella ritornerà senza dubbio a salire la scala di questa casa. Come è mai possibile che un uomo venga separato da chi tanto lo ama?... Ma appunto ho una preghiera a fare: le vesti eleganti di lei datele alla vedova del parroco e alla signorina Cristiana; ma un paio delle vesti da lavoro datele a me; e la giubba di lana, che è ancora buona, datela alla Filatrice. Solo la Filatrice può avere qualche abito di lei; mi farebbe male vedere indossato da altri qualche cosa che a lei avesse appartenuto. Chi porta un abito di lei, non può certamente nulla pensar di male; quanto meno potrà operar male!

Mi pervennne allora una lettera del mio figlio Luigi, il quale si condoleva per la morte della madre; e se ne condoleva così teneramente, come può fare un figlio, e nello stesso tempo con quella limpidità di mente, colla quale un filosofo contempli la morte.

Mia figlia Giovanna ha perduta la lettera; io credo che l'abbia gettata sul fuoco, perchè, secondo il giudizio di lei, mandava profumo di eresia.

Ecco ora il mio conforto: io fui giudicato degno di essere da un'anima così pura amato con tutta la forza dell'animo. Ciò vale come compenso a tutte le pene della vita. Avvenga ora ciò che vuole. Quelle gioie che io ebbi nessuno può rapirmele più.

Feci apporre una lapide sepolcrale con due marmi. Sopra uno sta questa iscrizione:

QUI . RIPOSA . IFIGENIA . AUGUSTA . VALFREDO
NATA IL 15 DICEMBRE 1807
MORTA IL 23 LUGLIO 1867

Sull'altro marmo verrà un dì scolpito il mio nome.

(*Fine del libro secondo, e del volume primo*).

BORSA DI FIRENZE — 9 *marzo*.

	8		9	
Rend. it. 5 0[0 (God. 1° lugl. 1875)	75 70	nominale	75 62 1[2	contanti
Napoleoni d'oro	21 71	contanti	21 75	»
Londra 3 mesi	27 10	»	27 05	»
Francia, a vista	108 50	»	108 40	»
Prestito Nazionale	64 50	nominale	— —	
Azioni Tabacchi	873 —	fine mese	860 —	nominale
Azioni Banca Naz. (nuove)	2020 —	»	1991 —	fine mese
Ferrovie Meridionali	380 —	»	— —	
Obbligazioni Meridionali	224 —	nominale	228 —	contanti
Banca Toscana	1440 —	fine mese	1411 50	fine mese
Credito Mobiliare	826 —	»	800 —	»
Banca Italo-Germanica	256 —	nominale	256 —	nominale
Banca Generale	— —		— —	

Incerta.

BORSA DI VIENNA — 9 *marzo*.

	8	9
Mobiliare	230 —	231 25
Lombarde	139 50	137 25
Banca Anglo-Austriaca	136 —	137 50
Austriache	314 —	312 —
Banca Nazionale	961 —	961 —
Napoleoni d'oro	8 89	8 88 1[2
Argento	105 10	104 90
Cambio su Parigi	44 05	44 05
Cambio su Londra	111 25	111 25
Rendita austriaca	76 —	76 —
Rendita austriaca in carta	71 70	71 75
Union-Bank	102 25	104 —

BORSA DI PARIGI — 9 *marzo*.

	8	9
Rendita francese 3 0[0	65 45	65 27
Id. id. 5 0[0	103 27	103 20
Banca di Francia	3900 —	— —
Rendita italiana 5 0[0	71 85	71 37
Id. id. 5 0[0	— —	— —
Ferrovie Lombarde	310 —	301 —
Obbligazioni Tabacchi	— —	— —
Ferrovie Vittorio Emanuele (1863)	— —	— —
Ferrovie Romane	85 —	86 25
Obbligazioni Lombarde (God. genn. 1875)	254 —	253 —
Obbligazioni Romane	209 —	210 —
Azioni Tabacchi	— —	— —
Cambio sopra Londra, a vista	25 18 1[2	25 19 1[2
Cambio sull' Italia	7 3[4	7 3[4
Consolidati inglesi	93 3[16	93 3[16

BORSA DI LONDRA — 9 *marzo*.

	8		9	
	da	a	da	a
Consolidato inglese	93 1[8	93 1[4	93 1[8	93 1[4
Rendita italiana	71 1[2	— —	70 3[4	— —
Turco	43 1[2	43 5[8	43 1[4	43 3[8
Spagnuolo	22 1[2	22 5[8	22 3[8	— —
Egiziano (1868)	— —	— —	— —	— —
Egiziano (1873)	79 1[2	— —	79 1[2	— —

BORSA DI BERLINO — 9 *marzo*.

	8	9
Austriache	580 —	573 —
Lombarde	248 —	243 —
Mobiliare	412 —	420 —
Rendita italiana	72 25	72 —
Rendita turca	— —	— —

MINISTERO DELLA MARINA

Ufficio centrale meteorologico

Firenze, 8 marzo 1875 (ore 16).

Cielo coperto o nuvoloso in Sardegna, in Sicilia, a S. Remo e a Malta; nebbioso a Moncalieri; sereno nel resto d'Italia. Dominano venti delle regioni nord, forti soltanto sull'Adriatico inferiore, alla Palmaria, a Capri e al Capo Spartivento. Mare agitato alla Palascia (Otranto); calmo o mosso altrove. Pressioni aumentate di 2 a 5 mm. in gran parte della penisola e in Sardegna; quasi stazionarie nelle Calabrie e in Sicilia. La temperatura è un poco aumentata nelle nostre stazioni. Alle 7 antimeridiane d'oggi il termometro segnava 15 gradi e mezzo sotto zero a Leopori (Galizia). Lo stato meteorico d'Italia sarà poco diverso da quello del giorno precedente.

OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

Addì 8 marzo 1875.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro	772,6	773,6	773,2	774,0
Termomet. esterno (centigrado)	4,0	13,3	14,3	9,3
Umidità relativa	83	59	64	71
Umidità assoluta	5,09	6,69	7,80	6,27
Anemoscopio	N. 4	O. 0	O. 3	Calma
Stato del cielo	10. belliss.	10. belliss.	10. bello	10. bello, nebbietta bassa

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente)
Termometro: Massimo = 14,3 C. = 11,4 R. ‖ Minimo = 4,0 C. = 3,2 R.

OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

Addì 9 marzo 1875.

	7 antim.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro	773,9	774,4	772,8	772,2
Termomet. esterno (centigrado)	4,2	13,4	14,9	11,6
Umidità relativa	97	73	73	95
Umidità assoluta	5,93	8,34	9,22	9,68
Anemoscopio	N. 0	O. 7	O. 4	Calma
Stato del cielo	9. bello vapori	9. cirri	1. cumuli	0. tutto coperto

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente)
Termometro: Massimo = 15,6 C. = 12,5 R. ‖ Minimo = 4,1 C. = 3,3 R.
Bifilare paralizzato.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 10 marzo 1875.

VALORI	GODIMENTO	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI		FINE CORRENTE		FINE PROSSIMO		Nominale
				LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	LETTERA	DANARO	
Rendita Italiana 5 0[0	2° semestre 1875	—	—	75 20	75 10	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 5 0[0	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0[0	1° ottobre 1874	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detta detta 3 0[0	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Rendita Austriaca	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Prestito Nazionale	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto piccoli pezzi	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Detto detto stallonato	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0[0	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni Municipio di Roma	1° luglio 1874	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Cartelle Fondiaria Banco di S. Spirito	1° ottobre 1874	500 —	—	402 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati sul Tesoro 5 0[0	1° trimestre 1875	537 50	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Certificati Emissione 1860-64	1° ottobre 1874	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	78 80
Prestito Romano, Blount	—	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	78 75
Detto detto Rothschild	1° dicembre 1874	—	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	77 60
Banca Nazionale Italiana	1° luglio 1874	1000 —	750 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Romana	1° gennaio 1875	1000 —	1000 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	1395 —
Banca Nazionale Toscana	—	1000 —	700 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Generale	—	500 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	487 —
Società Generale di Credito Mobiliare Italiano	—	500 —	400 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Italo-Germanica	—	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Banca Industriale e Commerciale	1° luglio 1874	250 —	175 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Azioni Tabacchi	—	500 —	350 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette 6 0[0	1° ottobre 1874	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Romane	1° ottobre 1865	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni dette	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Strade Ferrate Meridionali	—	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Obbligazioni delle SS. FF. Meridionali	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Buoni Meridionali 6 per 100 (oro)	—	500 —	—	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Società Anglo-Rom. per l'illum. a Gas	2° semestre 1874	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Gas di Civitavecchia	1° gennaio 1874	500 —	500 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Pio Ostiense	—	430 —	430 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —
Compagnia Fondiaria Italiana	—	250 —	250 —	— —	— —	— —	— —	— —	— —	— —

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90			
Marsiglia	90	107 35	107 10	— —
Lione	90			
Londra	90	27 07	27 02	— —
Augusta	90	— —	— —	— —
Vienna	90	— —	— —	— —
Trieste	90	— —	— —	— —
Oro, pezzi da 20 franchi	— —	— —	— —	21 70
Sconto di Banca 5 0[0	— —	— —	— —	— —

Osservazioni

Prezzi fatti:

5 0[0 — 1° sem. 1875: 77, 77 1[2, 75, 70 fine.

Londra 27 07 — Francia 107 40, 107 35.

Cart. Fondiaria Banco di S. Spirito 402.

Il Deputato di Borsa: Gabbetti. | Il Sindaco: A. Pieri.

INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI ROMA

AVVISO D'ASTA (N° 335)

per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n° 3036, e 15 agosto 1867, n° 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 antim. del giorno 6 aprile 1875, nell'ufficio della Regia pretura in Ferentino, alla presenza d'uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti.

CONDIZIONI PRINCIPALI.

1. Gl'incanti si terranno per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.

2. Sarà ammesso a concorrere all'asta chi avrà depositato, a garanzia della sua offerta, il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto, nei modi determinati dalle condizioni del capitolato.

Il deposito potrà esser fatto sia in numerario o biglietti di Banca in ragione del 100 per 100, sia in titoli del Debito Pubblico al corso di Borsa a norma dell'ultimo listino pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* anteriormente al giorno del deposito, sia in obbligazioni ecclesiastiche al valore nominale.

3. Le offerte si faranno in aumento del prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.

4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10ª dell'infrascritto prospetto.

5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli art 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n. 3852.

6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.

7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare la somma sottoindicata nella col. 9ª in conto delle spese e tasse relative, salva la successiva liquidazione.

Le spese di stampa staranno a carico dei deliberatari per i lotti loro rispettivamente aggiudicati; avvertendo che la spesa d'inserzione nella gazzetta provinciale è solamente obbligatoria per quei lotti il cui prezzo d'asta superi le L. 8000.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; quali capitolati, non che gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 10 antimeridiane alle ore 4 pomeridiane nell'ufficio del Registro in Ferentino.

9. Non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo dell'aggiudicazione.

10. Le passività ipotecarie gravanti gli stabili rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

AVVERTENZA. — Si procederà ai termini degli articoli 402, 403, 404 e 405, del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di danaro, o con altri mezzi sì violenti, che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° d'ordine del presente	N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	DESCRIZIONE DEI BENI — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale	SUPERFICIE in antica misura legale	PREZZO di incanto	DEPOSITO per cauzione delle offerte	DEPOSITO per le spese e tasse	MINIMUM delle offerte in aumento sul prezzo di stima	PREZZO presuntivo delle scorte vive o morte
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1	3095	2795	Nel comune di Ferentino — Proveniente dalla Congregazione delle Missioni in Ferentino — Terreno seminativo, alberato e vitato, sito in contrada Valle Vivita o Antera, confinante con la strada, coi beni della Prelatura Tani, del Convento Irlandese, della Confraternita dello Spirito Santo e di Argelotti, in mappa sez. V, nn. 647 (sub. 1), 647 (sub. 2), con l'estimo di scudi 623 92; affittato dall'Ente morale al signor Angelini Marco	7 33 »	73 30	10595 32	1059 53	550	100	»
2	3096	2796	Nel comune come sopra — Proveniente come sopra — Terreno seminativo, sito in contrada La Sale, confinante con la strada, coi beni di Gizzi Domenico e Michelangelo e della Prelatura Tani, in mappa sez. III, n. 478, con l'estimo di scudi 728 66; affittato dall'Ente morale a Pinelli Gio Battista ed altri	7 18 60	71 86	10178 12	1017 81	500	100	»

879 Roma, addì 27 febbraio 1875.

L'Intendente: CARIGNANI.

PUBBLICAZIONE.

A senso e per gli effetti dell'articolo 121 e seguenti del Reale decreto 15 novembre 1865 per l'ordinamento dello stato civile, ed in seguito di autorizzazione ottenuta per decreto ministeriale delli 21 febbraio 1875, il sottoscritto rende manifesto, qualmente a nome e nell'interesse del di lui figlio Francesco, domiciliato a Ravenna e residente a Genova, abbia avanzata domanda a Sua Maestà il Re, ad oggetto che il nominato di lui figlio ottenga la facoltà di aggiungere al proprio casato quello di *Monghini fu A.*, adempiendo così alla disposizione testamentaria del di lui benefattore Antonio Monghini, morto in Firenze nel 2 gennaio 1875, contenuta nell'atto di sua ultima volontà delli 5 agosto 1872 aperto in Firenze addì 4 detto mese di gennaio ultimo scorso.

Chiunque intenda fare opposizione alla prefata domanda ha tempo quattro mesi dalla data della presente inserzione.

Roma, 10 marzo 1875.

993 ANTONIO SERENA.

MINISTERO DELLE FINANZE - Direzione Generale del Tesoro

Conformemente al disposto dell'art. 578 e seguenti del regolamento per l'Amministrazione del Patrimonio dello Stato e per la Contabilità generale approvato con R. decreto del 4 settembre 1870, n° 5852, in esecuzione della legge 22 aprile 1869, numero 5026,

Si notifica che la signora Moretti Emilia ha dichiarato di avere smarrito l'infradescritto Buono del Tesoro all'ordine, ed ha fatto istanza perchè, previe le formalità prescritte dalle leggi, sia a suo tempo disposto il rimborso in suo favore del capitale e dei frutti portati dallo stesso Buono.

Si avverte chiunque possa avervi interesse, che, trascorsi mesi sei dopo la presente pubblicazione senza che venga presentata opposizione a questo Ministero, si procederà al rilascio del decreto voluto dall'art. 583 del suddetto regolamento, col quale verrà ordinato il pagamento.

Descrizione del Buono.

Serie	Num.	DATA	SOMMA Capitale	SOMMA Interesse	NOME E COGNOME della persona in di cui capo fu girato il Buono	DATA della scadenza	TESORERIA dalla quale deve essere effettuato il pagamento
A	67	1° genn. 1874	500	30 38	Moretti Emilia	7 genn. 1875	Milano

Roma, addì 14 febbraio 1875.

850 *Il Direttore Generale:* P. SCOTTI.

REGIA PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI CATANIA

AVVISO D'ASTA per unico incanto e definitivo deliberamento.

Essendo stato presentato in tempo utile a questa prefettura un partito di diminuzione del ventesimo e più di altre lire 61 sulla ribassa di ventesimo al prezzo di lire 20,801 34 al quale, giusta verbale in data degli 11 del mese di febbraio, fu deliberato l'appalto per la fornitura degli oggetti di vestiario per le Guardie di Pubblica Sicurezza della provincia di Catania,

Si deduce a pubblica notizia che alle ore dodici meridiane del giorno 26 del mese di marzo p. v. si procederà in questa prefettura, nel solito locale destinato agli incanti, avanti il signor prefetto od un suo delegato, all'estinzione della terza ed ultima candela vergine ad un solo ed unico incanto e definitivo deliberamento, qualunque sia il numero delle offerte per l'appalto anzidetto, e s'invita perciò chiunque aspiri allo stesso di comparire ove sopra nel giorno ed ora suindicati, per ivi fare i suoi partiti in diminuzione sulla somma di lire 19,700 27, a cui fu ridotto il prezzo di detto appalto col surriferito partito di diminuzione del ventesimo oltre a lire 61.

Gli oggetti da fornirsi sono quelli indicati nella tabella che segue, nella quale sono pure specificati i prezzi parziali e il quantitativo a fornirsene giusta le norme del vigente regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

La durata della impresa sarà di anni tre dalla data del giorno in cui sarà stipulato il contratto.

Gli aspiranti, per essere ammessi all'asta, dovranno nell'atto della medesima:

1° Presentare un certificato del sindaco del luogo di ultimo domicilio comprovante il possesso di mezzi propri per soddisfare gli obblighi del contratto, e avente data non anteriore di due mesi.

2° Depositare a titolo di cauzione provvisoria la somma di L. 1000 in numerario o in biglietti della Banca Nazionale.

Le offerte in ribasso ai prezzi come sopra fissati dovranno essere fatte complessivamente in ragione di un tanto per cento pe'prezzi stessi, e non potranno essere minori di centesimi 50 per ogni 100 lire.

La cauzione diffinitiva è di L. 2000 in numerario o in biglietti della Banca Nazionale, o in cedole del Debito Pubblico al corso di Borsa.

Il deliberatario dovrà, nel termine di otto giorni dalla data dell'aggiudicazione, stipulare il relativo contratto presso l'ufficio della prefettura.

Le spese tutte inerenti allo appalto, non che quelle di registro, sono a carico dello appaltatore.

Tabella degli oggetti coi rispettivi prezzi.

N° d'ordine	OGGETTO	QUANTITÀ	PREZZO parziale	PREZZO complessivo
1	Cappotti di panno turchino foderati di orleans nero con cappuccio e bottoni fini	N. 40	L. 61 »	L. 2440 »
2	Tuniche di panno turchino, galloncino di seta bianca al colletto, numeri di argento fino, falde foderate d'orleans nero e bottoni fini	70	44 »	3080 »
3	Giubbe di panno simile ai cappotti con galloncini di seta, e numeri fini al colletto e bottoni fini	40	25 »	1000 »
4	Pantaloni setin bigio con pistagne panno cremisi, e tasche di pelle	80	20 50	1640 »
5	Berretto di panno bleu con visiera di cuoio e stemma di argento fino tessuto	100	4 25	425 »
6	Kepus di feltro fino, con incerata e rispettiva montatura di plachf.m, visiera e sogoli di cuoio	60	10 »	600 »
7	Centurini di cuoio lucido trapuntato in seta cremisi, foderati in pelle cremisi, placca di ottone con numero d'argento	100	5 50	550 »
8	Guanti di pelle bianca detta Castor	500	2 »	1000 »
9	Cravatte di orleans nero con l'stino bianco	50	» 80	40 »
10	Pantaloni di tela crociata conforme a quella usata dal R. Esercito	200	6 »	1200 »
11	Giubbe di tela simile con grossi bottoni di osso bianco	200	6 50	1300 »
12	Camicia di tela bianca di lino	200	5 »	1000 »
13	Camicia di tela cotone grezza	150	3 50	525 »
14	Mutande di tela bianca	150	3 50	525 »
15	Mutande di tela cotone grezza	80	2 90	232 »
16	Calze di cotone bianco	300	1 »	300 »
17	Paia mezzi stivali a doppia suola da inverno	150	15 »	2250 »
18	Paia stivaletti ad una suola da estate	150	12 »	1800 »
19	Rimonti da stivali d'inverno	25	9 »	225 »
20	Rimonti da stivali d'estate	25	7 »	175 »
21	Suolatura con tacchi	50	3 »	150 »
22	Cordelline di seta bleu di color fino	30	12 »	360 »
23	Dragone da brigadiere conformi a quelle dei RR. Carabinieri	5	5 50	27 50
24	Dragone da vice-brigadiere di seta bleu, come quella dei RR. Carabinieri	15	2 50	37 50
25	Galloncini d'argento da kepy per graduati	10	3 »	30 »
26	Galloni d'argento da colletto per graduati	10	1 80	18 »
27	Galloni d'argento per distintivo di appuntato	15	3 »	45 »
28	Galloni d'argento per vice-brigadiere (paia)	10	5 50	55 »
29	Galloni d'argento per brigadiere (paia)	6	9 50	57 »
30	Numeri d'argento fino (paia)	200	1 10	220 »
31	Galloni di seta bianca da colletto per appuntato e guardie	200	» 60	120 »
32	Casse e bauli di legno forte e ben ferrati	30	15 »	450 »
33	Spazzole per abiti	50	» 75	37 50
34	Dette da scarpe	50	» 40	20 »
35	Dette da testa	50	» 50	25 »
36	Dette da bottoni	50	» 15	7 50
37	Pettini d'osso fitto	50	» 20	10 »
38	Pettinette d'osso fino	50	» 30	15 »
39	Stecchi da bottoni	50	» 40	20 »
	Totale ammontare	»	»	22012 »

Catania, 27 febbraio 1875.

Per la R. Prefettura
Il Segretario: G. avv. RONSISVALLE.

951

Istanza per nomina di perito.

Illustriss. signor presidente del tribunale di Frosinone,

Giacinta Ciceroni vedova Passerini, Vincenzo Passerini, Anna Passerini e di lei marito Gaetano Piccirilli, domiciliati a Frosinone, rappresentati dal sottoscritto procuratore, espongono che con atto 15 decembre 1874, usciere Giovanni Velli, trasmise precetto al signor Cesare Donati di Frosinone pel pagamento di L. 9500 capitale, salvi li frutti, tassa mobile e spese, in forza di sentenza di questo tribunale 29 novembre 1874, da effettuarsi nel termine di giorni trenta, altrimenti si sarebbe proceduto alla subastazione dei seguenti immobili, cioè:

1° Casa di abitazione da cielo a terra di più piani e vani, con orto recinto dietro, posta in Frosinone, contrada Via della Civita, una volta Indipendenza ed oggi via Rattazzi, confinante Guglielmi signor Francesco, Palombi in Galanti, oggi Renna Jannini, strada o piazzetta davanti, ed orto di dietro, salvi, ecc., distinta coi civici numeri 40, 41, 42, 43, e delineata in mappa Città numeri 328 e 329, enfiteutica al signor Ciceroni.

2° Terreno ortivo, seminativo, olivato e fruttifero, della superficie di tavole quindici circa, con casa da capo di sei vani, due terranei e quattro superiori, posto nel suburbio di Frosinone, contrada Via di Meccia, confinanti eredi di Gio. Battista Minotti, signor Pietro Fortuna e strada, salvi ecc., delineato in mappa alla sezione 1ª coi numeri 883, 1500 e 2096.

3° Terreno seminativo vitato con olivi, frutti e quercie, della superficie di tavole quindici circa, posto nel territorio di Frosinone, contrada Mola Vecchia o Fossa dell'Ospedale, confinante Minotti, eredi di Francesco Braccaglia e Silverio Trento, salvi, ecc., delineato in mappa alla sezione 1ª, n° 550.

Questo precetto fu trascritto all'uffizio delle Ipoteche di Frosinone li 13 gennaro 1875, al vol. 12, art. 24. Non essendosi però effettuato il pagamento, si fa istanza alla S. V. Ill.ma affinchè si compiaccia di nominare un perito per procedere alla stima dei suddetti fondi, ecc.

Frosinone, 6 marzo 1875.

1000 G. Narducci proc.

AVVISO.

L'anno milleottocentosettantacinque ed alli sette (7) del mese di marzo.

Sull'istanza dell'Amministrazione finanziaria, Direzione Generale del Tesoro e per essa dell'Intendenza di Finanza di Roma, rappresentata dall'intendente signor commendatore Paolo Carignani, avente domicilio nella residenza del proprio ufficio alle Vergini,

Io sottoscritto Enrico Mastrelli usciere addetto al tribunale civile e correzionale di Roma ho pel presente dichiarato al signor Musitano Guerrera Vincenzo già tesoriere provinciale di Salerno, d'ignoto domicilio, residenza o dimora, che a cura della predetta Amministrazione e precisamente dell'Intendenza di Finanza di Salerno, furono compilati d'ufficio i conti giudiziali degli esercizi 1864, 1865, 1867, 1870 e 1871 che il sullodato signor Musitano doveva rendere nella anzidetta sua gestione e sua qualità.

Contemporaneamente ho dichiarato al predetto signor Musitano che, laddove entro il termine perentorio d'un mese da oggi non si presenti a firmare i conti suddetti, in tal caso, da parte dell'Amministrazione, saranno ritenuti a termini degli articoli 63, paragrafo 2° della legge 22 aprile 1869 sulla Contabilità generale dello Stato e 643 del relativo regolamento approvato con R. decreto 4 settembre detto Enti come riconosciuti, e ciò salvi tutti gli altri diritti in favore dell'Amministrazione.

Infine ho dichiarato che i predetti conti trovansi depositati nell'uffizio dell'istante Intendenza di Finanza di Roma, ove rimarranno ostensibili all'intimato per tutto il termine sopra fissato.

982 Enrico Mastrelli usciere

Citazione per pubblici proclami.

L'anno milleottocentosettantaquattro, il giorno diciassette novembre in Lecce,

Ad istanza della Congregazione di Carità di Lecce, rappresentata dal presidente signor Giuseppe Zaccaria, domiciliato in Lecce, e nello interesse dell'Ospedale di Lecce e dello stabilimento dei Poveri Infermi, di quello dei Poveri Vergognosi, di quello del SS. Sacramento, e di quello di S. Sebastiano, dell'Ospizio di San Lazzaro e Maurizio e di S. Francesco di Sales,

Io Andrea Oronzo Scarambone usciere presso il tribunale civile e correzionale di Lecce, ove domicilio, ed in virtù della sentenza del suddetto tribunale del 16 marzo 1874, con marca di registrazione annullata e giusta le disposizioni dell'art. 146 Codice procedura civile, ho dichiarato ai seguenti individui debitori di canoni enfiteutici e possessori dei fondi rispettivi sui quali detti canoni gravitano verso gli stabilimenti succennati ai quali spetta il rispettivo dominio diretto; come altresì alli seguenti individui quali debitori di capitali censi redimibili *quandocumque* a pro degli stabilimenti medesimi, cioè:

Come enfiteuti dell'Ospedale di Lecce.

1. Al signor Calò Vincenzo, giardiniere, avente causa da Boccarelli Gioacchino e questi da Oronzo Carrozzo pel fondo Capogrosso in Lequile pel canone netto di lire 37 40 per istrumento del 1° luglio 1771 per notar Domenico Martina, di Lecce, e per l'articolo 34 del ruolo reso esecutivo con ordinanza del 14 maggio 1842, registrata in Lecce 18 detto, e pel n. 45 del bilancio del 1870 - 2. Solazzo Marcello, di Arnesano, avente causa da Petrelli Nicola per un fondo della masseria Zummari col canone netto di lire 2 55 per istrumento di notar Pagliara del 30 giugno 1831 e per l'articolo 41 del detto ruolo esecutivo al n. 62 del bilancio - 3. Demanio Nazionale del Capitolo di Arnesano del canone netto di lire 7 23 per fondo della masseria Zummari per istrumento di notar Pagliara del 30 gennaio 1832, e per l'articolo 53 del ruolo e 74 del bilancio - 4. A Polli Achille, di Lecce, Imbriani Concetta e marito De Finis Raffaele, Capozza Clarice pei figli minori procreati col fu Giuseppe Leo, Marianna e Domenico, e questi ultimi anche come eredi dello zio fu D. Filippo Leo, tutti aventi causa da Dell'Anna Giuseppe, Cesario, Vito e Pasquale di San Cesario pel canone di lire 238 per sette chiuse seminatorie con ulivi dispersi, luogo detto attiguo denominato Longoletta, Spoga, Scorsata, Chiasarello Cisterna, Protano e Campo, per istrumenti del 1° agosto 1789 e 12 maggio 1840 per notar Felice Piccinno di Lecce, e per l'art. 20 del suddetto ruolo e 101 del bilancio - 5. De Simone Oronzo avvocato in Lecce, avente causa da Raimondo Casimiro per un canone netto di lire 52 70 sul palazzo in Lecce, strada S. Vito, per istrumento del 13 luglio 1739 per notar Piccinno, e per l'art. 94 del ruolo e 113 del bilancio - 6. De Luca Realino, Cesare, Francesco, Concetta, Isabella, Girolamo eredi del padre Giuseppe, aventi causa da Capozza Antonio pel canone netto di lire 384 50 sul palazzo, strada Mulini dei Gittatelli, per istrumento del 28 giugno 1825 per notar Saverio Bruni, e per l'art. 115 del ruolo esecutivo e 129 del bilancio - 7. Recchia Raffaela di Lecce, avente causa dal marito Oronzo Gustapane pel canone netto di lire 51 34 per un mulino con stalla e pagliera, per istrumento del 30 marzo 1803 per notar Piccinno, e per l'art. 73 del ruolo esecutivo. Più per altro canone netto di lire 79 37 per due altri mulini con stalla contigua, anche come avente causa dal marito Gustapane, e questi da Francesco Gravili e Caterina Milanese, per istrumento del 10 giugno 1806 per notar Piccinno, e per l'art. 74 del ruolo e 94 del bilancio - 8. Coppola Antonio di Carmiano, avente causa da Mello Giuseppe di Magliano pel canone netto di lire 6 12 pel fondo olivato in Arnesano, per istrumento del 30 gennaio 1831 per notar Pagliara, e per l'art. 45 del ruolo e 64 del bilancio - 9. Leggieri Emanuele di Lecce, avente causa da Cesare Saverio pel canone netto di lire 13 13 per la chiusa olivata in Arnesano ora riunita al casino del medesimo, per istrumento del 15 giugno 1831 per notar Giuseppe Pagliara, e per l'art. 44 del detto ruolo. Più come avente causa di Manca Teresa di Lecce per altro canone netto di lire 40 12 per vari fondi riuniti in uno, denominati Milelli in Arnesano, per istrumento del 2 agosto 1831 di notar Pagliara, ed art. 47 del suddetto ruolo esecutivo. Più come avente causa dal canonico Andrea Grande pel canone netto di lire 6 20 pel fondo Marzo in Arnesano annesso ora il casino, per istrumento del 22 agosto 1831 di notar Pagliara, e per l'art. 48 del detto ruolo, nn. 65, 68 e 69 del bilancio - 10. Lupinacci Michele avvocato in Lecce, avente causa da Nicazza Serafina e Celelli Oronzo pel canone netto di lire 17 85 pel magazzino, strada S. Croce, per istrumenti del 31 agosto 1768 e 1796 per notar Piciccia e 28 luglio 1823 per notar Corallo, e per l'art. 79 del detto ruolo esecutivo - 11. Vincenti fratelli, Giuseppe, Oronzo, Paolo ed eredi di Luigi di Manduria, avente causa da de Vincenti Luigi pel canone netto di lire 27 20 su di una casa vicino al monastero dei Chetri in Lecce per istromento degli 8 agosto 1800 per not. Foggetti e per l'art. 100 del detto ruolo e 131 del bilancio - 12. Ceci Errico avente causa da Guariglia Nicodemo e questi da Cappello Saverio pel canone netto di lire 20 40, pel magazzino in piazza Isola Notari, per istromento del 14 agosto 1768 di notar Piccinno, e per l'art. 80 del suddetto ruolo. Più come avente causa da Scarambone Gaetano e questi da Cota Mariano pel canone netto di lire 44 92 per una bottega o due camere Isola Notari per istromento del 27 nov. 1779 per notar Falconieri e per l'art. 85 del detto ruolo, e numeri 103 e 108 del bilancio. Più come avente causa da Leonardo Genovese, e da de Matteis Felice pel canone netto di lire 26 86, per titoli suddetti e per l'articolo 91 del detto ruolo, n. 111 del bilancio - 13. Centonze Giuseppe di Monteroni avente causa da Centonze Francesco fu Gioacchino di Arnesano pel canone di lire 1 74 pel fondo olivato in Arnesano di Milella per istromento del 30 giugno 1832 di notar Pagliara, e per l'art. 52 del detto ruolo, n. 73 del bilancio - 14. Malinconico canonico Francesco, Bellisario, Domenico, Giuseppe, Maria, Addolorata ed Anna, quali eredi del padre fu Gaetano, aventi causa da Tursani Luigi pel canone netto di lire 5 10, per una casa nel villaggio S. Giusto, per istrumento del 27 settembre 1781 per notar Foggetti e 30 gennaio 1825 per notar Costa, e per l'art. 98 del ruolo, e n. 118 del bilancio - 15. Pirrone Antonio fu Carlino, avente causa da D'Arpe Santo per un canone di lire 10 11 sopra il fondo Pagliara della masseria Zummari in Arnesano, per istrumento del 31 giugno 1831 di notar Pagliara, e per l'art. 39 detto ruolo e n. 60 del bilancio. Più per altro canone netto di lire 2 85, su di un fondo in Arnesano anche detto Pagliara, per istrumento del 30 novembre 1833 per detto notaro Pagliara, e per l'articolo 68 del ruolo e n. 90 del bilancio - 16. Eredi del fu canonico D. Gaetano Zaccaria pel canone netto di lire 20 87, per fondi Torrese, Martino e Rosa in Arnesano della masseria Zummari per istrumento del notar Raffaele di Rinaldis del 18 dicembre 1840, e per l'art. .... del detto ruolo, e n. 92 del bilancio - 17. Metrangoli Nicola di Novoli, avente causa da Parlangeli Carmine e Francesco Pelnezzi Calilli pel canone netto di lire 8 80, per le terre al Cornolaro per istrumenti del 5 febbraio 1789 e 24 novembre 1793 per notar Piccinno e per l'art. 24 del detto ruolo e n. 45 del bilancio - 18. Invida Giuseppe, Antonio, e Maddalena eredi di Vincenzo, aventi causa da Parlangeli Liberato pel canone netto di lire 17 60, per le terre al Cornolaro per istrumenti di notar Piccinno del 5 febb. 1789 e 24 nov. 1793 e per l'art. 26 del detto ruolo e n. 47 del bilancio - 19. De Luca Angela di Novoli, Luigi Quarta e Costantino Basile di Campi aventi causa da Maria Spagnolo, ed Oronzo Frascarelli per un canone netto di lire 24 93, per fondi al Cornolaro, per istrumenti del 5 febbraio 1789 e 24 novembre 1793 di not. Piccinno e per l'art. 27 del detto ruolo e num. 48 del bilancio - 20. Brescia Raffaele di Novoli, avente causa da D. Donato De Luca e questi da Oronzo Luccuchiaro pel canone netto di lire 8 80 per le terre al Cornolaro, per istrumenti di notar Piccinno del 25 febbraio 1789 e 24 novembre 1793 e per l'articolo 29 del detto ruolo e num. 49 del bilancio - 21. De Luca Donato e Metrangolo Nicola, aventi causa da Giordano Pasquale, pel canone netto di lire 20 53, pei fondi al Cornolaro, per istrumenti di notar Piccinno del 5 febbraio 1789 e 24 novembre 1793 e per l'articolo 32 del ruolo e num. 52 del bilancio. Più esso Donato De Luca ed Angela De Luca, aventi causa da Andrea Raggio pel canone di lire 7 33 per altre terre al Cornolaro per istrumenti sopradetti e per l'articolo 34 del ruolo e num. 53 del bilancio - 22. Mazzetta Salvatore, Luigi Miglietta, ed Antonio Quarta di Novoli, aventi causa da Cesario Pasquale pel canone netto di lire 8 80, pel fondo Cornolaro diviso in due, per istrumenti dei 5 febbraio 1789 e 24 novembre 1793, e per l'art. 56 del detto ruolo e num. 56 del bilancio - 23 Prato Grazia di Novoli, avente causa da Spagnuolo Marco per Spagnuolo Matteo, pel canone netto di lire 8 80, per terre al Cornolaro, per istrumenti del 5 febbraio 1789 e 24 novembre 1793 e per l'art. 37 del ruolo e 57 del bilancio - 24. Invidia Mariantonia, usufruttuaria, e Francesca Poso, Consiglia Poso ed al marito Arcangelo Arnasano, Salvatora Poso ed al Marito Nicola Treorsi, Cecilia ed Anna Poso, tutti essi Poso eredi proprietari, aventi causa da Naccarato Arcangelo di Antonio pel canone netto di lire 7 33, pel fondo Cornolaro, per istrumenti di Felice Piccinno del 5 febbraio 1789, 24 novembre 1793 e 21 agosto 1841 di notar Andrioli e per l'art. 30 del detto ruolo e num. 50 del bilancio - 25. Foscarini Giovanni e Giuseppe, avente causa da Giambattista Foscarini, pel canone netto di lire 16 32, pel fondo in Carmiano e per un locale in Lecce, che prima faceva parte della farmacia dei poveri, per istrumenti del notar Tamburelli del 10 aprile 1742 e 6 marzo 1778 per notar Veronio, e per l'articolo 42 del detto ruolo e numero 64 del bilancio - 26. Capozza Oronzo, medico, avente causa da Gaetano Libella, per canone netto di lire 34, per un casamento in Lecce, strada Vetere, per istrumenti di notar Piccinno del 4 luglio 1796 e per notar Bruni del 18 aprile 1858, e per l'articolo 44 del detto ruolo e numero 66 del bilancio - 27. Scozzi Mariantonia e marito Giuseppe D'Arpe avente causa da Oronzo Calilli, pel canone netto di lire 10 97 per la chiusa la Bibba in Carmiano per istrumento di notar Veronio del 6 marzo 1778 e 15 maggio 1804 per notar Piccinno, e per l'art. 19 del ruolo e n. 41 del bilancio - 28. Carrozzo Vito Oronzo, Antonia de Luca, Giuseppe Scaramazza, Leonardo de Luca e Nicola Metrangolo di Novoli, aventi causa da Angela Longo pel canone netto di lire 20 53 per terre al Cornolaro, per istrumento di notar Piccinno del 5 febbraio 1779 e 24 novembre 1793, e per l'art. 25 del detto ruolo. Più essa Maddalena de Luca usufruttuaria e tutrice de' figli minori Damiano Pietro, Giuseppe, Pasquale, Raffaele e Donato Raggio, aventi causa da Andrea Raggio pel canone di lire 7 33 per terre al Cornolaro, per istrumento di notar Piccinno del 5 febbraio 1789 e 24 novembre 1793, e per l'art. 33 del detto ruolo, e pei nn. 46 e 54 del bilancio - 29. Basile Costantino di Campi, avente causa da Spagnolo Carmine di Novoli pel canone netto di lire 8 80 per terre al Cornolaro, per istrumenti di notar Piccinno del 5 febbraio 1789 e 24 novembre 1793, e per l'art. 35 del ruolo e n. 55 del bilancio - 30. Scozzi Mariantonia di Lecce, avente causa da de Bartoli pel canone netto di lire 53 13 per una casa, Isola Piattari, per istrumento di notar Bruni del 21 marzo 1820, e per l'art. 38 del ruolo e n. 61 del bilancio.

Come enfiteuti a pro del SS. Sacramento di Lecce.

31. Marri Concetta, avente causa da Francesco Calogiuri di Lizzanello per un canone di lire 4 08 per vigna in Lizzanello, luogo detto Bosco, e per istrumento di notar Piccinno dei 4 settembre 1802, e per l'art. 20 del detto ruolo e n. 22 del bilancio.

Come enfiteuti a pro dei Poveri Vergognosi di Lecce.

32. De Marco Francesco di Lecce, avente causa da de Marco Angelo di Lecce pel canone di lire 15 64 per vigna in Monteroni, per istrumento di notar Giuseppe Martina del 10 febbraio 1687, e per l'art. 12 del detto ruolo ed istrumenti del 6 maggio 1814 per notar Verderamo, 21 gennaro 1837 per notar de Rinaldis, e n. 2 del bilancio.

Come enfiteuti a pro di S. Sebastiano di Lecce.

33. Celno Pasquale di Lecce e suoi eredi, aventi causa da Candido Gesualdo pel canone netto di lire 71 40 pel palazzo in Lecce dietro il Vescovado, per istrumenti di notar Piccinno del 22 agosto 1823 e 22 febbraio 1839 per notar Abramo Verderamo, e pel n. 58 del bilancio - 34. Caputo Rosa di Lecce pei suoi figli minori procreati col fu Oronzo Sellitto pel canone netto di lire 42 50 per casa, strada Vescovado, per istrumento per notar Verderamo del 26 aprile 1818, e pel n. 19 del bilancio.

Come debitori di capitali, censi e redimibili quandocumque *a pro dell'Ospedale di Lecce.*

35. Eredi della fu Adelaide Pizziniaco, aventi causa di Francesco Pizziniaco per capitale censo di L. 637 50 al 4 per cento netto, per testamento del fu Francesco Pizziniaco del 26 marzo 1779, per notar Rebecco, e per istromento per notar de Rinaldis del 26 novembre 1838, e per l'articolo 20 del detto ruolo e n. 5 del bilancio.

Come debitori del SS. Sacramento di Lecce.

36. Eredi del fu D. Giuseppe Guarini e Siloia Serafino per capitale di lire 2337 50, per istromento del 6 agosto 1751, per notar Saverio Bruni, ed altro di ratifica del 6 dicembre 1791, per notar Piccinno, e per l'articolo 10 del detto ruolo - 37. Eredi del cav. D. Alessandro Carulli per un capitale di lire 1909 91 al 5 per cento, per istromento del 31 agosto 1810, per notar Vincenzo Quarta, di Lecce, e per l'articolo 12 del suddetto ruolo esecutivo - 38. Eredi di Vincenzo Pirrone, di Lecce, per un capitale di lire 425 al 5 per cento, per istromento del 5 maggio 1792, per notar Quarta, di Lecce, e per l'articolo 13 del suddetto ruolo.

Come reddenti di S. Lazzaro e Maurizio di Lecce.

39. Specchia Domenico, di Sternatia, avente causa da Francesco Palma ed Oronzo Pondo per un capitale di lire 106 25 al 6 per cento sopra una casa in Lecce, Isola Bruni, per istrumento degli 8 settembre 1773, per notar Sala, e 19 novembre 1838, per notar de Rinaldis, per l'articolo 2° del suddetto ruolo esecutivo, e n. 2 del bilancio - 40. De Finis Raffaele e Brajone Domenico, di Lecce, aventi causa da Carlo e Saverio de Finis per un capitale di lire 85 al 6 per cento netto sopra una casa, Isola S. Barbara, ed altra, Isola S. Antonio, vico Arretta, per istrumento del 9 giugno 1786, per notar Bartolo de Rinaldis, e per l'articolo 3° del suddetto ruolo e n. 3 del bilancio

– 41. Perrone Francesco del fu Carlo, di Lecce, per un capitale di lire 425 al 5 per cento sulla masseria Pittipani in tenimento di Lecce, per istrumento del 31 agosto 1793, per notar Parisi, e per altro del 4 marzo 1726 ed altro del 21 agosto 1838, per notar de Rinaldis, e per l'articolo 6 del detto ruolo esecutivo – 42. Scorrano Santo, di Lecce, avente causa da Donato Furlaro, per un capitale di lire 106 25 al 5 per 100 netto pel casamento Mulino di Rugge, per istrumento del 15 settembre 1773, per notar Lala, ed altro per notar Martina del 25 maggio 1802, ed altro di notar Pignatelli del 13 aprile 1813, ed altro di notar de Rinaldis del 21 agosto 1838, e per l'articolo 7 del detto ruolo e 7° del bilancio – 43. Linciano Luigi e Vito, di Merine, aventi causa da Nicola Valenti, di Lecce, pel capitale di lire 148 65 al 5 per cento netto sopra la chiusa detta Trotto, in Merine, per istrumenti del 22 ottobre 1767 per notar Falconieri, 23 giugno e 16 settembre 1783 per notar Quarta, 28 giugno 1804 per notar Foggetti, 17 luglio 1805 per notar Martina, 20 febbraio 1826 per notar Costa, e 21 agosto 1838 per notar de Rinaldis e per l'articolo 10 del ruolo e pel n. 9 del bilancio – 44. Tarantini Salvatore di Lecce avente causa da Saverio Damiano per un capitale di lire 212 50, al 5 per cento netto pel comprensorio di case in Lecce, Isola S. Giusto, per istrumenti del 25 settembre 1802 per notar Parisi, 2 febbraio 1806 per notar Foggetti e 15 maggio 1838 per notar de Rinaldis, e per l'articolo 11 del detto ruolo e n. 10 del bilancio – 45. De Matteis Felice di Lecce, avente causa da Giuseppe Buttazzo per un capitale di lire 86, al sei per cento netto sopra un casamento in Lecce, Pittaggio Santo Oronzo, dietro la corte Lanza, per istrumenti del 12 settembre 1753 e 28 settembre 1777 per notar de Finis, 27 marzo 1788, per notar Foggetti, e 1° ottobre 1838 per notar de Rinaldis, e per l'art. 13 del detto ruolo e 12 del bilancio – 46 Il Demanio Nazionale pel Capitolo di Lecce, avente causa da Rachela Tursani per un capitale di lire 850 al 5 per cento netto sopra un palazzo dietro i Tribunali per istrumento del 1° dicembre 1831 per notar Pignatelli, e per altro dello stesso dì 13 giugno 1832 e pel testamento di Rachela Tursani del 23 settembre 1834 per notar Corallo, e pel n. 3 del bilancio.

Che la istante Congregazione di Carità nell'interesse dei succennati stabilimenti con citazione per pubblici proclami del 30 dicembre 1871 per l'usciere di questo tribunale signor Cesano, registrata in Lecce al 6 gennaio 1872, n. 120, ed inserita nel supplemento al bullettino n. 54 del Giornale il *Cittadino Leccese* destinato per gli annunzi giudiziari della provincia, e nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del 12 gennaio 1872, n. 12, invitò tutti i reddenti di canoni e censi a somministrare un titolo ricognitivo del rispettivo debito, e ciò fra il termine di trenta giorni ed a tutte loro spese come per legge, al che non adempiendo li citava a comparire innanzi al tribunale civile e correzionale di Lecce, fra altri giorni quaranta, per sentir dichiarare che la citazione suddetta valeva ad interrompere qualunque prescrizione, e che perciò i titoli da cui il diritto ai canoni e censi emergeva, conservavano a riguardo di tutti i debitori per l'avvenire la loro legale efficacia come se fossero stati volontariamente riconosciuti dichiarandosi di dover la sentenza da pronunziarsi tener luogo di titolo di tale ricognizione nei sensi e termini dell'art. 2136 Codice civile con pieno rifacimento di spese, danni ed interessi e con tutte le dichiarazioni, riserbe e proteste che in detta citazione si leggono. Dietro tal citazione molti dei convenuti devennero volontariamente alla chiesta ricognizione, giusta gl'istrumenti per notar Bruni del 16 luglio 1872 (reg. in Lecce ai 19 detto mese ed anno, n. 954, con lire 58 03), del 26 luglio 1872 (registrato in Lecce ai 29 detto mese ed anno, n. 983, con lire 47 23), del 1° agosto 1872 (reg. in Lecce ai 12 detto mese ed anno, n. 1059, con lire 40 13), del 13 agosto 1872 (reg. in Lecce ai 31 detto mese, n. 1131), e dell' 11 ottobre 1872 (reg. in Lecce ai 14 detto mese ed anno, n. 1288, con lire 11 23) Altri lo fecero rendendosi presenti al giudizio e costituendo il loro procuratore. Tutti gli altri, poichè sono appunto quelli di sopra riportati, si resero contumaci. Quindi la necessità di provocarli colla seconda citazione ai termini dell'articolo 382 procedura civile.

Allo effetto io suddetto usciere, alla istanza medesima, ed in virtù della suddetta sentenza del tribunale, ho per la seconda volta e per pubblici proclami citati tutti i sopraddetti individui nelle qualità indicate nella suddetta citazione del 30 dicembre 1871, ciascuno pel canone e censo rispettivamente dovuto, giusta il dettaglio riportato di sopra e nella citazione succennata a comparire fra quaranta giorni, dalla pubblicazione della presente, innanzi al prelodato tribunale ad oggetto di sentir far dritto alla domanda, e conclusioni spiegate nella citazione succennata, e che qui si abbiano per ripetute una colle dichiarazioni, riserbe e proteste ivi contenute, e con espressa dichiarazione che non comparendo la causa sarà proseguita in di loro contumacia ai termini del suddetto articolo 382 procedura civile. Per essere infine condannati a tutte le spese del giudizio e di avvocheria. Il sig. Gaetano Barletti avvocato e procuratore esercente presso il suddetto tribunale continuerà a procedere per lo istante.

Una copia del presente atto da me collazionata e firmata l'ho consegnata nelle proprie mani del direttore del giornale il *Cittadino Leccese* destinato per gli annunzi giudiziari della provincia per la debita inserzione ai termini dell'articolo 146 procedura civile.

Ed altra simile copia l'ho consegnata nelle mani del suddetto procuratore della istante per la inserzione nella *Gazzetta Ufficiale del Regno.*

Specifica in totale lire 24 80.

985 A. ORONZO SCARAMBONE usciere.

DELIBERAZIONE.

(1ª *pubblicazione*)

Il tribunale civile di Napoli con deliberazione del giorno 18 settembre 1874 ha disposto quanto appresso:

" Il tribunale deliberando in camera di consiglio, sulla relazione del giudice delegato, ordina che la Direzione Generale del Debito Pubblico formi un solo certificato di rendita della somma complessiva di lire cinquecentonovantacinque contenuta nei seguenti tre certificati intestati a Giovanni Cianciulli fu Gaetano, e due assegni provvisorii, cioè:

" 1° Certificato n. 60135 antico e 243075 nuovo, di annue lire sessanta, del giorno 31 dicembre 1862, intestato a Giovanni Cianciulli fu Gaetano;

" 2° Certificato n. 58933 antico e 241873 nuovo, di annue lire quattrocentoventicinque, intestato come sopra;

" 3° Certificato num. 58968 antico e 241908 nuovo, di annue lire centocinque, intestato come sopra;

" 4° Assegno provvisorio al portatore di annue lire 1 25, n. 22783, del giorno 31 dicembre 1862;

" 5° Ed altro assegno come sopra per annue lire 3 75, n. 22924 del 31 dicembre 1862.

" Ed ordina quindi che tale somma complessiva di rendita di lire cinquecentonovantacinque sia intestata alla Casa Santa degli Incurabili.

" Nomina l'agente di cambio signor Palmerindo de Monaco per le relative operazioni.

" C sì deliberato dai signori cavaliere Nicola Palumbo giudice funzionante da vicepresidente, Gaetano Rossi ed Angelo Janigro giudici, oggi 18 settembre 1874. — Nicola Palumbo — C. Colonna.

Per copia conforme

990 AVV. VINCENZO DI DOMENICO.

DIREZIONE SPECIALE
DEL R. STABILIMENTO MONTANISTICO DI AGORDO

N. 155.

Avviso d'asta pubblica

per la vendita di 150,000 (centocinquantamila) chilogrammi di grassure ramifere divisi in tre lotti di chilogrammi cinquantamila cadauno.

Art. 1. La mattina del giorno di lunedì, 5 aprile p. v., alle ore 10 antimeridiane, presso la Direzione suddetta, si terrà pubblici esperimenti d'asta per aggiudicare al miglior offerente la vendita di 150 mila chilogrammi di grassure ramifere, divisi in tre lotti di chilogrammi cinquantamila per cadauno.

Art. 2. L'asta sarà tenuta col metodo della candela vergine, escluse le offerte per schede segrete, e nella conformità voluta dal vigente regolamento sulla Contabilità generale dello Stato. Il prezzo regolatore dell'asta viene fissato in italiane lire 50 (cinquanta) per ogni 100 chilogrammi di grassure.

Per ogni lotto sarà aperto un separato incanto. E non sarà ammessa alcuna offerta condizionata.

Art. 3. Coloro che intenderanno di concorrere all'asta saranno dalla Direzione autorizzati di accedere al magazzino di deposito delle grassure per esaminare l'intera partita posta agli incanti e per prendere quegli assaggi che credessero opportuni. Ogni assaggio non potrà eccedere i cento (100) chilogrammi, e verrà dai richiedenti pagato colle modalità in uso per la vendita dello zolfo e del vetriolo, in ragione di lire 0 50 per chilogramma.

Art. 4. Per adire all'asta i concorrenti dovranno effettuare sul banco della presidenza un deposito di lire 2500 (duemilacinquecento). Tale deposito dovrà essere fatto in numerario o in biglietti della Banca aventi corso legale nel Regno, od anche in titoli del Debito Pubblico italiano ragguagliati al corso di Borsa.

Dopo eseguita l'asta i depositi saranno restituiti ai non deliberatari, e verranno ritenuti quelli degli aggiudicatari fino alla stipulazione del contratto definitivo.

Art. 5. Il deliberamento sarà reso di pubblica ragione mediante appositi avvisi, e dalla pubblicazione di questi decorreranno i 15 (quindici) giorni utili per presentare offerte di aumento sul prezzo deliberato, le quali non potranno essere inferiori al ventesimo.

Art. 6. Alla scadenza dei fatali, se i prezzi di aggiudicazione non saranno stati migliorati, i deliberatari dei detti lotti dovranno esibire alla Commissione appaltante entro 15 (quindici) giorni dal termine segnato come fatale la dichiarazione di versamento del decimo dell'importo della merce rispettivamente acquistata a garanzia dell'adempimento delle assunte obbligazioni. Il detto versamento sarà fatto presso l'Intendenza di finanza di Belluno. Dopo di che si procederà alla stipulazione del contratto definitivo. Non presentandosi entro il tempo sopra fissato, i deliberatari incorreranno a titolo di penale alla perdita del fatto deposito interinale indipendentemente dal risarcimento di ogni danno, interessi e spese.

Art. 7. Il contratto non sarà perfetto per l'Amministrazione se non dopo che sarà stato approvato dal Ministero.

Art. 8. Sulla intimazione della Ministeriale approvazione del contratto i deliberatari saranno obbligati di effettuare in questa cassa il versamento dello importo delle grassure rispettivamente acquistate entro giorni quindici dalla data dell'intimazione. Il pagamento suddetto potrà effettuarsi anche presso qualsiasi tesoriere provinciale del Regno, quando però il deliberatario ne faccia speciale dichiarazione alla sottoscrizione del contratto.

Dietro esibizione della relativa quitanza di versamento in Tesoreria od in questa cassa sarà emesso l'ordine per la consegna della merce la quale verrà fatta ai deliberatari in una o più volte nei magazzini dello Stabilimento.

A consegna compiuta sarà a cura della Direzione, in seguito ad istanza delle parti, provocato il decreto Ministeriale per lo svincolo della cauzione di cui all'art. 6.

Art. 9. I recipienti occorrenti per l'imballaggio delle grassure saranno a carico dell'acquirente. Però la spesa della mano d'opera necessaria per l'imballaggio e per il caricamento sui carri sarà sostenuta dall'Amministrazione.

Art. 10. Per gli effetti del contratto i deliberatari dovranno eleggere il proprio domicilio in Agordo.

Art. 11. Saranno escluse dalla concorrenza quelle persone che nell'assumere altre imprese si sieno rese colpevoli di negligenza o malafede tanto verso il Governo, quanto verso i privati. E sarà proceduto giusta il Codice penale contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero i concorrenti con promesse di danaro o con altri mezzi sì violenti che di frode.

Art. 12. Tutte le spese relative agli incanti ed ai contratti saranno a carico dei deliberatari.

Agordo, il 26 febbraio 1875.

885 *Il Reggente:* MAZZUOLI.

SOCIETÀ GENERALE DI CREDITO MOBILIARE ITALIANO

Essendo stato revocato il cavaliere Pietro Aquarone fu Francesco dalle attribuzioni di direttore della sede di Torino di questa Società, il Consiglio di amministrazione nella odierna riunione ha nominato a nuovo direttore per la suddetta sede il signor *cavaliere Giovanni Albanelli fu Eugenio*, di cui la firma congiunta a quella di uno degli amministratori obbligherà la Società.

Firenze, 9 marzo 1875.

1015 *L'Amministratore Delegato:* D. BALDUINO.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE DI TORINO

Nº d'ord. 6.

AVVISO D'ASTA.

Si notifica che nel giorno 27 marzo 1875, alla ora una pomeridiana (tempo medio di Roma) nell'ufficio della Direzione suddetta, sito in via San Francesco da Paola, numero 7, piano primo, si procederà all'appalto nanti il signor direttore, col mezzo di pubblico incanto ed a partiti segreti, per la provvista sottoindicata, cioè:

Nº d'ordine	Indicazione della provvista	Quantità da appaltarsi	Nº dei lotti	Quantità per cadun lotto	Prezzi parziali	Importo di cadun lotto	Importo totale della provvista	Somma richiesta per la cauzione e per ogni lotto	Termini per le consegne
1	Cucine da campagna per ufficiali . .	N. 2200	11	N. 200	Per caduna cucina L. 120	L. 24000	L. 264000	L. 2400	In quattro rate uguali, cioè una nel mese di agosto 1875, una nel mese di settembre 1875, una nel mese di ottobre 1875, una nel mese di novembre 1875.

L'introduzione verrà fatta nel magazzino centrale militare in Torino.

I campioni ed i capitoli d'oneri sono visibili presso questa Direzione di Commissariato Militare e presso le Direzioni dei magazzini centrali militari di Firenze e Napoli.

I fatali ossia termine utile per presentare offerta di ribasso non inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione è fissato a giorni 16 decorribili dalle 2 pomerid. (tempo medio di Roma) del giorno del provvisorio deliberamento.

Il deliberamento seguirà a favore di colui che avrà offerto un ribasso di un tanto per ogni cento lire superiore o pari almeno a quello segnato nella scheda segreta del Ministero della Guerra che servirà per base dell'asta.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte per uno o più lotti a loro piacimento.

Per essere ammessi a presentare le loro offerte dovranno gli accorrenti rimettere alla Direzione di Commissariato Militare che procede all'appalto, la ricevuta comprovante il deposito fatto o nella Cassa dei depositi e prestiti o nelle Tesorerie provinciali di un valore corrispondente alla somma indicata nel sovradescritto specchio, in proporzione della quantità dei lotti per cui intendono di concorrere, avvertendo che ove trattisi di depositi fatti col mezzo di cartelle del Debito Pubblico del Regno, tali titoli non saranno ricevuti che pel valore ragguagliato a quello del corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui verrà effettuato il deposito.

Le ricevute dei depositi non dovranno essere incluse nei pieghi contenenti le offerte ma bensì presentate a parte.

I partiti prodotti all'incanto dovranno essere in carta filigranata con bollo da una lira, firmati ed in pieghi suggellati.

Saranno respinte le offerte condizionate. Le offerte per telegramma non saranno ammesse.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare le loro offerte suggellate a tutte le Direzioni di Commissariato Militare del Regno.

Di tali offerte non si terrà però alcun conto se non giungeranno a questa Direzione di Commissariato Militare prima della proclamazione dell'apertura dell'incanto e se non risulterà che gli offerenti abbiano presentata la ricevuta del deposito fatto.

Le spese tutte degli incanti e dei contratti, cioè di carta bollata, di copia, di diritti di segreteria, di stampa e di pubblicazione degli avvisi d'asta, di posta e d'inserzione dei medesimi nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, sono a carico dei deliberatari, come pure sono a loro carico le spese per la tassa di registro giusta le vigenti leggi.

Torino, addì 7 marzo 1875.

Per detta Direzione di Commissariato Militare
Il Capitano Commissario: COSTA.

1009

Div. 5ª n. 636. (3ª *pubblicazione*).

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BERGAMO

Domanda per concessione di miniera.

Vista l'istanza 10 ottobre 1874, sottoscritta dal signor Borassi Giovanni Battista, procuratore del signor Guglielmo Gibson e fratelli Modigliani, per ottenere la sovrana concessione della miniera di Calamina detta di Monte Travasco in comune di Parre, in seguito ad intervenuto decreto ministeriale 14 agosto 1874, col quale venne dichiarata scoperta e concessibile la miniera stessa;

Visto il processo verbale di delimitazione provvisoria di detta miniera redatto dal signor ingegnere delle miniere del distretto di Milano, a seguito dell'operata visita nel giorno 17 ottobre 1874;

Visto l'art. 43 della legge 20 novembre 1859,

ORDINA

La pubblicazione della domanda nei comuni di Bergamo, Clusone, Parre, Premolo, Ponte di Nozza, ed avverte coloro che credessero di avere ragioni per opporsi alla chiesta concessione che potranno presentare le loro osservazioni od eccezioni nel termine previsto dall'art. 44 di detta legge, all'ufficio comunale di Parre ove saranno depositati gli atti onde ognuno possa prenderne conoscenza.

Il signor sottoprefetto di Clusone ed i signori sindaci dei comuni predetti dovranno far constare per mezzo di apposito certificato di aver pubblicato per tre domeniche consecutive il presente manifesto che dovrà a suo tempo essere rimesso a questa prefettura.

Bergamo, 16 febbraio 1875.

770 IL PREFETTO.

PROVINCIA DI ROMA

COMUNE DI CASTEL MADAMA

AVVISO.

Presso gli uffici della segreteria comunale e per giorni 15 dalla data del presente avviso sono esposti gli atti tecnici relativi al progetto di costruzione della strada comunale obbligatoria che dall'abitato arriva presso la Chiesa di S. Anna, e da questa alla strada consorziale Empolitana.

S'invita chi vi ha interesse a prenderne conoscenza ed a presentare entro il detto termine le osservazioni e le eccezioni che avesse a muovere. Queste potranno esser fatte in iscritto od a voce ed accolte dal segretario comunale in apposito verbale da sottoscriversi dall'opponente o per esso da due testimoni.

Si avverte inoltre che il progetto in discorso tien luogo di quello prescritto dagli articoli 3, 16 e 23 della legge 25 giugno 1865 sull'espropriazione per causa di pubblica utilità.

Dato a Castel Madama, il 10 marzo 1875.

1012 *Il Sindaco:* PIETRO DODDI.

R. PREFETTURA DELLA CALABRIA CITERIORE

AVVISO D'ASTA.

Essendosi nel giorno 20 febbraio prossimo passato proceduto alla pubblica gara per lo appalto dei lavori di nuova costruzione della strada consortile obbligatoria di Grimaldi, in conformità dell'altro avviso d'asta, pubblicato sotto data 30 gennaio 1875, lo appalto suddetto è rimasto provvisoriamente aggiudicato sul prezzo di lire 101,043 50, dietro l'ottenuto ribasso dell'uno e quarto per cento, cioè lire 1 25 sul prezzo di stima.

Il termine utile (fatali) per rassegnare offerte in diminuzione del detto presunto prezzo di deliberamento, le quali non potranno essere inferiori al ventesimo, e dovranno essere accompagnate dal deposito e certificati prescritti col suddetto avviso scade col mezzogiorno del 23 marzo.

Tali offerte saranno ricevute nel detto ufficio di prefettura, ma ove più di una fosse presentata, sarà preferta la migliore, e se uguali quella rassegnata prima.

Cosenza, li 2 marzo 1875.

995 *Il Segretario Delegato:* ANGELO Mª PUGLIESE.

CASSA CENTRALE DI RISPARMI E DEPOSITI DI FIRENZE

Settimana dal 14 al 20 febbraio 1875.

824

	NUMERO dei versamenti	NUMERO dei ritiri	Versamenti Lire	Ritiri Lire
Risparmi.	596	747	151,340 14	159,433 36
Depositi diversi	58	112	177,707 21	64,979 50
Casse affiliate di 1ª cl. in conto corr.	»	»	106,561 15	100,580 33
Casse affiliate di 2ª cl. idem	»	»	22,756 20	1,000 »
Associazione Italiana per erigere la facciata del Duomo di Firenze	»	»	»	180 10
Somme . . .	. . . . .	. . . . .	458,364 70	326,153 29

CAMERANO NATALE, *Gerente.* | ROMA — Tip. EREDI BOTTA.